

« Congrès AFSP Paris 2013 »

ST 60 / Une sociologie de la pensée politique est-elle possible ? Le cas des (néo)libéralismes

Caré Sébastien
ESPOL, Université Catholique de Lille
sebastien.care@univ-catholille.fr

Ouvrir la boîte noire des pensées libérales contemporaines : Eléments pour une sociologie des idées bien comprises

« L'œuvre de Sainte-Beuve n'est pas une œuvre profonde. La fameuse méthode, qui [...] consiste à ne pas séparer l'homme et l'œuvre, à considérer qu'il n'est pas indifférent pour juger l'auteur d'un livre, si ce livre n'est pas "un traité de géométrie pure", d'avoir d'abord répondu aux questions qui paraissent les plus étrangères à son œuvre (comment se comportait-il, etc.), à s'entourer de tous les renseignements possibles sur un écrivain, à collationner ses correspondances, à interroger les hommes qui l'ont connu, en causant avec eux s'ils vivent encore, en lisant ce qu'ils ont pu écrire sur lui s'ils sont morts, cette méthode méconnaît ce qu'une fréquentation un peu profonde avec nous-même nous apprend : qu'un livre est le produit d'un autre *moi* que celui que nous manifestons dans nos habitudes, dans la société, dans nos vices. Ce moi-là, si nous voulons essayer de le comprendre, c'est au fond de nous-même, en essayant de le recréer en nous, que nous pouvons y parvenir. Rien ne peut nous dispenser de cet effort de notre cœur. Cette vérité, il nous faut la faire de toutes pièces et il est trop facile de croire qu'elle nous arrivera, un beau matin, dans notre courrier, sous forme d'une lettre inédite, qu'un bibliothécaire de nos amis nous communiquera, ou que nous la recueillerons de la bouche de quelqu'un, qui a beaucoup connu l'auteur¹. »

¹ Marcel PROUST, « La méthode de Sainte-Beuve », in *Contre Sainte-Beuve*, Paris, Folio Essais, 2010 [1954], p. 126-127

INTRODUCTION

Il n'est peut-être pas de doctrines ayant fait l'objet de traitements sociologiques aussi contradictoires que le néolibéralisme. Accusée par certains de conduire insidieusement le destin de nos sociétés, jugé dépassé et inhumé par d'autres, considéré ici comme une idéologie conservatrice à la solde du pouvoir en place, là comme une utopie subversive visant à bouleverser l'ordre établi, le néolibéralisme se révèle sociologiquement insaisissable. Ces divergences tiennent en partie au fait qu'une sociologie du néolibéralisme s'oriente en fonction de deux prismes, méthodologique et axiologique, que l'on souhaiterait ici, en guise d'introduction, présenter.

LE PRISME METHODOLOGIQUE

Le syntagme « sociologie des idées » suggère une relation entre la société et les idées qui peut être explorée dans deux directions : Ce que la société fait aux idées (ou le contexte au texte) ; ce que les idées font à la société (ou le texte au contexte). Une sociologie des idées se donne ainsi pour ambition d'examiner au moins l'un de ces deux mouvements. Si l'on exclut d'emblée le textualisme qui nie, sinon la possibilité, à tout le moins l'intérêt d'une telle entreprise², deux grandes familles d'approche sont alors disponibles.

La première de ces approches, que l'on peut qualifier d'explicative, s'attache à établir un rapport de cause à effet entre les idées et la société en répondant alternativement aux deux questions suivantes : de quoi les idées sont-elles les conséquences ? De quoi sont-elles les causes ?

- La première perspective de recherche, qui prend les idées comme variable dépendante, s'attache à examiner les conditions sociales de formation et de diffusion des idées. On postule ici que les idées ne sont pas des objets clos sur eux-mêmes, mais le produit de structures sociales. Cette approche reprend en un sens, en la modérant parfois, l'antienne marxienne selon laquelle les superstructures intellectuelles sont produites par les infrastructures économiques. L'auteur n'est jamais absolument autonome ; ce qu'il écrit lui vient toujours d'un arrière-plan qu'il ne maîtrise pas et qu'il s'agit de dévoiler. La « nouvelle sociologie des idées³ » développée notamment par Charles Camic au sujet des lumières écossaises⁴ et de Talcott Parsons⁵, et Neil Gross à propos de Richard Rorty⁶, s'inscrit pleinement dans ce projet de lecture. On pourrait aussi ajouter ici ceux qui défendent une « histoire sociale des idées politiques », et qui, dans le sillage des lectures par Pierre Bourdieu de Martin Heidegger⁷ et de Jean-Paul Sartre⁸, entendent délivrer « une explication sociale du triomphe d'une "idéologie politique" sur une autre⁹ ».

² Cette méthode, que Quentin Skinner qualifie d'essentialiste, puis de textualiste, et qu'il estime développée notamment par Léo Strauss et Arthur Lovejoy, présente l'inconvénient d'appréhender le texte comme un objet clos qu'il faut analyser indépendamment de ses conditions sociales d'émergence. Skinner a montré toutes les limites d'une telle approche, coupable de conduire à des absurdités historiques et d'entretenir des mythologies. Voir Quentin SKINNER, « Meaning and understanding in the history of ideas », in Quentin SKINNER, *Visions of Politics. Volume I: Regarding Methods*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, p. 56-89.

³ Charles CAMIC and Neil GROSS, « The New Sociology of Ideas », in Judith R. BLAU (ed.), *Blackwell Companion to Sociology*, Blackwell, 2001, p. 236-249

⁴ Charles CAMIC, *Experience and Enlightenment: Socialization for Cultural Change in Eighteenth-Century Scotland*, Chicago, University of Chicago Press, 1983

⁵ Charles CAMIC (ed.), *Talcott Parsons: The Early Essays*, Chicago, University of Chicago Press, 1991

⁶ Neil GROSS, *Richard Rorty: The Making of an American Philosopher*, Chicago, University of Chicago Press, 2008

⁷ Notamment Pierre BOURDIEU, *L'ontologie de politique de Martin Heidegger*, Paris, Minuit, 1988

⁸ Pierre BOURDIEU, *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil, 1992.

⁹ Frédérique MATONTI, « Plaidoyer pour une histoire sociale des idées politiques », in *Revue d'histoire moderne*

- Une seconde sociologie explicative des idées appréhende la relation dans l'autre sens, en prenant les idées comme variables indépendantes et en s'employant à en apprécier l'influence dans le développement des sociétés. Les analyses dites cognitives de l'action publique, notamment développées par Peter Hall¹⁰, Pierre Muller¹¹ ou encore Paul Sabatier¹², développent ce type de sociologie.

En dépit de leurs nombreuses vertus, ces deux approches ont selon nous la commune faiblesse de ne pas accorder toute l'importance qu'il mérite au sens des idées dont elles cherchent à faire la sociologie. La première, en niant la capacité des auteurs à s'extraire de leur cercle de vie, en vient trop souvent à réduire leur pensée à n'être qu'un reflet passif d'un conditionnement social, et se dispense alors d'une lecture attentive des textes¹³. La seconde consiste en général à rabattre la sociologie des pensées sur une sociologie des penseurs. Prise dans l'élan du postulat, tout à fait juste, que les idées ne flottent pas dans le ciel ni ne circulent dans le vide, elle réduit trop souvent ces idées à leurs vecteurs. Or, comme nous le verrons dans le cas du néolibéralisme, les idées ne transitent pas nécessairement par leurs promoteurs, et peuvent aussi circuler clandestinement par d'autres biais. En résumé, ces approches explicatives se refusent à ouvrir la boîte noire des idées qu'elles appréhendent¹⁴.

La seconde grande manière de conduire une sociologie des idées reprend le paradigme compréhensif wébérien. On en trouve une conceptualisation forte chez Quentin Skinner qui a forgé sa méthode autant en réaction à l'essentialisme qu'à un contextualisme déterministe.

- Skinner a surtout développé le premier versant du rapport évoqué plus haut, en mobilisant notamment les outils de la philosophie pragmatique du langage ordinaire inspirée du second Wittgenstein et développée par John Austin et John Searle. Skinner entend tout d'abord rompre avec le textualisme qui, en négligeant le contexte d'énonciation, aboutirait à « une série de confusions et d'absurdités exégétiques¹⁵ » qui ne seraient que des mythologies. Au rebours de cette lecture traditionnelle des textes du passé, Skinner entend mettre en relation un texte avec son contexte de signification afin de dégager l'intention de son auteur, autrement dit ce que Austin appelle sa force illocutoire. A partir d'une distinction entre la signification littérale d'un texte et son sens, Skinner enjoint l'historien des idées de ne pas simplement examiner ce qui est dit dans le texte, mais aussi, et surtout, ce que l'auteur a voulu dire en disant ce qu'il a dit. Skinner reconnaît ainsi l'insuffisance ontologique du texte, qui ne saurait contenir en lui seul l'ensemble des éléments nécessaires à son élucidation. Bien qu'attentive au contexte, l'approche de Skinner se distingue également des approches explicatives dans la mesure où l'intention (l'acte illocutoire) qu'il s'agit de dévoiler ne saurait se réduire au motif (l'acte perlocutoire) ayant présidé à l'acte d'écriture. Autrement dit, l'approche de Skinner se veut plus compréhensive qu'explicative. L'attention portée au contexte ne vise pas à dégager, dans une démarche étilogique, un rapport causal

et contemporaine, Volume 59, Numéro 4bis, 2012, p. 93.

¹⁰ Peter HALL, « Policy Paradigms, Social Learning, and the State : The Case of Economic Policy-Making in Britain », in *Comparative Politics*, Volume 25, Numéro 3, avril 1993, p. 275-298

¹¹ Bruno JOBERT et Pierre MULLER, *L'Etat en action : politiques publiques et corporatismes*, Paris, PUF, 1987

¹² Paul SABATIER et Hank JENKINS-SMITH (dir.), *Policy Change and Learning : An Advocacy Coalition Approach*, Boulder, Westview Press, 1993

¹³ Pour ne prendre qu'un exemple relatif à la pensée néolibérale, on peut évoquer la manière avec laquelle François Denord distingue les idées de Hayek et Röpke. « Hayek et Röpke se différencient tant sur le plan des origines sociales et géographiques que des dispositions religieuses ou politiques. Autant de traits qui influencent directement leurs conceptions du libéralisme. » François DENORD, *Néo-libéralisme version française: Histoire d'une idéologie politique*, Paris, Demopolis, 2007, p. 228.

¹⁴ L'une des raisons de cette inattention tient sans doute à l'étendue qu'elles confèrent à leur objet, qu'elles ont l'une et l'autre tendance à diluer et à ne pas cantonner aux seuls textes canoniques.

¹⁵ Quentin SKINNER, « Meaning and understanding in the history of ideas », art. cit., p. 58.

entre une œuvre et l'environnement social de son auteur ; elle n'a pour ambition que d'éclairer le sens du texte.

- Bien qu'il évoque souvent l'existence d'un rapport circulaire entre le texte et le contexte, Quentin Skinner est moins disert sur la manière d'appréhender la relation qui va du premier au second. Dans sa préface à *Les fondements de la pensée politique moderne*, il évoque pourtant, de manière suggestive, l'intérêt que pourrait représenter une telle entreprise pour le politiste : « On constate souvent que les politologues attribuent un rôle assez marginal aux idées et principes politiques dans l'explication du comportement politique. Il est tout aussi clair que, tant que les historiens de la pensée politique se borneront à interpréter un canon de textes classiques, il restera difficile de resserrer les liens entre théorie politique et vie politique. Mais s'ils parviennent à se considérer comme penseurs de l'idéologie, il pourrait être possible d'entrevoir en quoi l'explication du comportement politique dépend de l'étude des idées et principes politiques, et ne saurait valablement être entreprise sans y faire référence¹⁶. » Evoquant le concept de « légitimité » cher à Weber, Skinner rappelle en effet que l'action politique a toujours besoin de se conformer à ce qui est, dans une société donnée, considéré comme acceptable. Cette légitimation se ferait-elle par intérêt bien compris, cela n'enlèverait rien au poids des idées dans l'orientation de l'action politique. « Si l'acteur veut justifier ce qu'il fait tout en faisant ce qu'il veut, il ne peut se contenter d'adapter son discours normatif à la forme de ses projets : il lui faut dans une certaine mesure adapter ses projets au discours normatif existant¹⁷. » Où l'on voit que, chez Skinner, l'étendue conférée aux idées n'est pas la même selon le sens du rapport qu'il s'agit de dégager entre le texte et le contexte. Dans la première perspective, qui va du contexte au texte, l'acception du terme idées est relativement étroite, et ne concerne que la pensée d'un ou plusieurs auteurs, qu'il faut toutefois savoir aussi traquer à la lisière des « grands textes » (dans leur champ d'intertextualité, les correspondances, les libelles, ou les illustrations comme les frontispices¹⁸). Dans la seconde perspective, l'idée, devenue sous la plume de Skinner « idéologie », prend une forme plus diffuse pour désigner le discours normatif dominant à une société donnée ; en quelque sorte un texte devenu contexte.

Sans chercher à plaquer, comme c'est parfois l'usage, les outils skinneriens à la lecture du néolibéralisme, notre manière d'appréhender la doctrine reprendra, sinon la forme, à tout le moins l'esprit de cette démarche compréhensive qui se veut à la fois attentive au texte et soucieuse de le réinscrire, pour mieux en saisir le sens, dans son contexte d'énonciation. La particularité de notre objet rendra épineuse la question de l'extension – dont on a vu qu'elle pouvait être mouvante chez Skinner – qu'il convient de donner aux idées néolibérales. Dans le rapport allant du contexte au texte, la difficulté tiendra essentiellement à ce que la pensée néolibérale est une œuvre collective, aux contours fluctuants et incertains, et ayant coalisé des contributions très hétérogènes pour ne pas dire contradictoires. Dans le second, où l'épithète

¹⁶ Quentin SKINNER, *The Foundations of Modern Political Thought*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978, traduction française de Jérôme Grossman et Jean-Yves Puilloux, *Les fondements de la pensée politique moderne*, Paris, Albin Michel, 2009, p. 10.

¹⁷ *Ibidem*, p. 12. Skinner rejoint ici clairement la célèbre formule de Weber : « Ce sont les intérêts (matériels et idéels) et non les idées qui gouvernent directement l'action des hommes. Toutefois les "images du monde" [*Weltbilder*] qui ont été créées par le moyen d'"idées", ont très souvent joué le rôle d'aiguilleurs, en déterminant les voies à l'intérieur desquelles la dynamique des intérêts a été le moteur de l'action. » Max WEBER, *Sociologie des religions*, Paris, Gallimard, 1996, p. 349-350.

¹⁸ En ouverture de sa conférence inaugurale à Queen Mary prononcée le 2 juin 2010, Skinner écrit par exemple ceci : « Il me semble juste de dire que ce que nous étudions principalement, ce sont des textes. Je n'entends pas par là simplement des textes au sens évident où des romans – ou des journaux, des comptes-rendus d'audience, des discours au Parlement ou des traités philosophiques – sont des textes. Je m'intéresse aussi à l'acception plus large selon laquelle des tableaux, des édifices et des actions sociales peuvent également être interprétés comme des textes », Quentin SKINNER, *La vérité et l'historien*, Paris, Editions EHESS, 2012, p. 41.

néolibéral est employée à l’envi pour qualifier des réalités très disparates, il faudra apporter des éléments permettant de statuer sur la nature néolibérale des politiques publiques. Bref, dans les deux sens de la relation, il nous semble important d’interroger la catégorie « néolibérale », à la manière dont celles de « totalitarisme » ou de « fascisme » ont été questionnées. Il est en effet pour le moins fâcheux qu’une catégorie aussi souvent employée dans la littérature académique ne fasse presque jamais l’objet d’une définition rigoureuse¹⁹.

Si l’on reprend la typologie suggérée par Serge Audier dans la précieuse introduction de son livre *Néo-libéralisme(s)*, on remarque que les quatre approches recensées du néolibéralisme se situent aisément par rapport à la distinction. Audier distingue avec sagacité quatre modes d’intellection du néolibéralisme. Le premier, sans doute le plus irrévérencieux, n’y voit qu’un « ultra-libéralisme guerrier²⁰ » associant impérialisme américain et imposition du capitalisme²¹. La deuxième interprétation, autrement sophistiquée, s’inscrit dans le sillage de Michel Foucault qui voit dans le néolibéralisme une nouvelle forme de gouvernementalité enjoignant chaque individu de se faire entrepreneur de lui-même et introduisant une véritable rupture avec le laissez-faire du libéralisme classique²². La troisième approche, que Audier situe sous le patronage de Pierre Bourdieu, se donne à la fois pour ambition de dévoiler l’imposture scientifique de l’idéologie néolibérale et de démasquer les intérêts inavouables de l’élite dominante qui travaille à son hégémonie²³. Enfin, la quatrième grille, qualifiée par Serge Audier d’« individualiste et anti-68 », ne verrait dans le néolibéralisme qu’un « quasi-anarchisme, l’expression d’une société d’individus atomisés, libéraux et libertaires²⁴ ». La première, qui voit dans la doctrine un « ultra-libéralisme guerrier », et ce que Serge Audier appelle « la grille bourdieusienne », inscrivent leur approche dans une démarche explicative, quand les grilles « foucauldienne » et « individualiste et anti-69 de la fin du politique » se révèlent pleinement compréhensives. Si ces deux dernières lectures, au reste contradictoires, ne nous paraissent pas complètement satisfaisantes, c’est que, d’une part, elles n’embrassent qu’une partie de la pensée néolibérale et, d’autre part, subissent un autre biais, d’ordre axiologique, qu’il s’agit maintenant de présenter.

¹⁹ A travers une étude réalisée à partir du dépouillement de 148 articles académiques sur le néolibéralisme parus entre 1990 et 2004, deux jeunes chercheurs américains, Taylor C. Boas et Jordan Gans-Morse, ont ainsi constaté que 69% des articles utilisaient le terme sans le définir. Taylor C. BOAS and Jordan GANS-MORSE, « Neoliberalism: From New Liberal Philosophy to Anti-Liberal Slogan », in *Studies in Comparative International Development*, Volume 44, Numéro 2, juin 2009, p. 137- 161.

²⁰ Serge AUDIER, *Néo-libéralisme(s). Une archéologie intellectuelle*, Paris, Grasset, 2012, p. 17.

²¹ Défendu notamment par le théoricien post-marxiste David Harvey et la journaliste militante Naomi Klein, ce paradigme est écarté d’un revers de la main par Serge Audier qui lui reproche à raison son systématisme (beaucoup de libéraux se disent hostiles à l’unilatéralisme américain) et sa tendance à confondre maladroitemment néolibéralisme et néoconservatisme.

²² Reprise dans les travaux de Pierre Dardot et Christian Laval, cette perspective est à son tour congédiée par l’auteur et critiquée tout au long de l’ouvrage pour son dogmatisme et son manque d’attention portée à la subtilité des textes.

²³ Adoptée notamment par Frédéric Lebaron, Serge Halimi ou encore François Denord, cette « sociologie conspirationniste » (Serge AUDIER, *Néo-libéralisme(s). Une archéologie intellectuelle*, Paris, Grasset, 2012, p. 45.) aurait pour Serge Audier la faiblesse de négliger le sens des idées néolibérales dont elle s’épuise à débusquer les promoteurs coupables.

²⁴ Serge AUDIER, *Néo-libéralisme(s). Une archéologie intellectuelle*, Paris, Grasset, 2012, p. 47. Réunissant aussi bien des penseurs de droite comme Jean-Claude Michéa et Nicola Matteucci, que de gauche comme Costanzo Preve et Régis Debray, cette approche prêterait quant à elle le flanc à de sérieuses « objections factuelles », comme l’hostilité des milieux économiques dirigeants face aux révoltes des années 1960 ou la dimension manifestement conservatrice des révolutions tahtchérienne et reaganienne.

LE PRISME AXIOLOGIQUE

A l'image d'une mosaïque, dont la cohérence se révèle à mesure que l'on s'éloigne de l'objet, les représentations du néolibéralisme divergent selon la distance que l'auteur entretient avec la doctrine. On distingue ainsi trois manières d'appréhender les idées néolibérales.

1) Les plus hostiles, dont l'allergie au néolibéralisme les maintient à une distance telle qu'ils pensent pouvoir en apprécier toute la cohérence, parlent souvent de la doctrine au singulier et en font un concept massif et monolithique. C'est la position de la gauche altermondialiste, de la droite antilibérale et des héritiers de Bourdieu, qui voient dans le néolibéralisme une pensée radicale, purement économique et hostile à tout interventionnisme de l'Etat²⁵. C'est aussi la position de Foucault et de ses continuateurs, qui discernent plutôt « une tentative de refonder le libéralisme *contre l'idéologie naturaliste du laisser-faire*²⁶ », autrement dit un libéralisme amendé, modéré, gestionnaire et désormais rompu à la sauvegarde du pouvoir en place. La contradiction manifeste entre ces deux conceptualisations fortes de la doctrine néolibérale indique qu'elles sont l'une et l'autre lacunaires, et n'embrassent qu'une partie des pensées qu'elles entrevoient de loin. Le portrait par exemple que brosse Pierre Bourdieu du néolibéralisme, qu'il présente comme « une pure fiction mathématique », « un programme de destruction méthodique des collectifs », ou encore un ensemble de « techniques d'assujettissement rationnel²⁷ », décrit bien, on le verra, la version néoclassique de la doctrine, mais se révèle à l'examen très infidèle aux paradigmes autrichien et ordo-libéral. A l'inverse, la représentation qu'en donnent Michel Foucault, pour qui « le néolibéralisme ne va donc pas se placer sous le signe du laissez-faire, mais, au contraire, sous le signe d'une vigilance, d'une activité, d'une intervention permanente », et plus récemment François Denord, qui soutient que « les rénovateurs du libéralisme ont tourné le dos au maximalisme et à la chimère d'une société sans Etat » pour imaginer « un art de gouverner plutôt qu'une utopie²⁸ », négligent imprudemment la pensée utopiste et subversive des penseurs autrichiens qui déroulent parfois, jusqu'à son terme anarchique, la logique de leur antiétatisme.

2) Un pas de plus vers ces idées néolibérales offre un panorama très différent. Les observateurs qui ont fait l'effort de fréquenter les œuvres de l'ensemble des penseurs néolibéraux, et/ou qui manifestent une certaine sympathie avec les plus modérés, préfèrent ainsi parler de la doctrine au pluriel. C'est le cas notamment de Serge Audier²⁹, qui fait sans cesse le constat d'une diversité irréductible des idées néolibérales. La contrepartie d'un tel point de vue est qu'on renonce alors à donner au néolibéralisme un sens fort. Il est ainsi tout à fait significatif que Serge Audier ne propose dans son livre aucune définition concurrente du néolibéralisme, et ne lui donne au fond qu'un sens historique, circonstancié : le néolibéralisme ne serait que le nom derrière lequel certains penseurs se sont rassemblés au lendemain au milieu du XXème siècle. Surgit ici un dilemme incommode pour l'historien des idées, que l'on pourrait schématiquement formuler ainsi : ou bien on pense soi-même le néolibéralisme, mais au risque de trahir les auteurs qui sont supposés l'avoir théorisé. C'est nous semble-t-il ce dans quoi versent trop souvent, à des degrés divers, ceux qui se tiennent

²⁵ La domination de cette représentation du néolibéralisme tient au fait que les principaux usagers du terme sont aussi les plus hostiles à ce qu'il est supposé recouvrir. Par exemple, Taylor C. Boas et Jordan Gans-Morse ont ainsi observé dans leur enquête que, sur les 148 articles examinés, seulement 4 (3%) employaient le terme de manière positive, contre 66 (45%) de manière manifestement péjorative.

²⁶ Pierre DARDOT & Christian LAVAL, *La Nouvelle raison du monde*, Paris, La Découverte, 2009, p. 8.

²⁷ Pierre BOURDIEU, « L'essence du néolibéralisme », in *Le Monde Diplomatique*, mars 1998.

²⁸ François DENORD, *Néo-libéralisme version française: Histoire d'une idéologie politique*, Paris, Demopolis, 2007, p. 5

²⁹ Serge AUDIER, *Néo-libéralisme(s). Une archéologie intellectuelle*, Paris, Grasset, 2012.

trop éloignés de la doctrine. Ou bien on refuse de penser le néolibéralisme à la place de ses auteurs, mais il semble alors qu'il faille renoncer, comme le fait Serge Audier, à une définition rigoureuse de la doctrine. Bien qu'il ne résolve pas à un tel aveu, Serge Audier ne paie pas, selon nous, le prix d'un sauvetage du terme « néolibéral ».

3) Enfin, les penseurs les plus proches de la doctrine – ceux-là mêmes que le label est censé étiqueter – ne voient qu'une mosaïque d'idées disparates et refusent jusqu'à l'existence d'une pensée néolibérale. Il est ainsi tout à fait frappant que, de tous les penseurs supposés néolibéraux, presque aucun n'ait jamais revendiqué le terme. Récemment, Pascal Salin pouvait ainsi déclarer dans le *Figaro* du 6 février 2002 que le « néolibéralisme ça n'existe pas ! Comme les moulins à vent de Don Quichotte, il n'est désigné que pour justifier et motiver une épopée. »

Le problème avec ces divers positionnements par rapport à l'objet néolibéral est que l'on aboutit à des visions irréconciliables du néolibéralisme. Il nous paraît ainsi important de rappeler la nécessité de concilier deux principes, qu'il serait sans doute superflu et naïf d'évoquer ici s'ils n'étaient aussi manifestement violés dans la littérature scientifique sur le néolibéralisme. Le premier consiste à observer, comme y invite du reste Quentin Skinner dans sa démarche interprétative, un principe de charité interprétative à l'endroit de la pensée néolibérale, principe sans lequel aucune compréhension n'est possible, et qui encourage la lecture des textes. Le second principe invite quant à lui à tenir l'objet à une distance raisonnable qui permette d'en apprécier les contours et la cohérence. Bref, il suffirait de revenir à la leçon de Max Weber, et savoir entretenir un rapport aux valeurs sans jugement de valeurs. Pour reprendre son célèbre exemple, ni le bigot libéral impénitent, ni celui pour qui le néolibéralisme n'est fait que de superstition malveillante, ne peuvent comprendre le phénomène néolibéral.

Cette enquête s'articulera en trois temps. Dans un premier, nous tâcherons, à partir d'une lecture attentive des œuvres néolibérales, de présenter une sorte d'archéologie du néolibéralisme, en rappelant son contexte d'émergence, en conceptualisant les divergences qui l'animent et en esquissant ces divers glissements. Une deuxième étape consistera à dresser une typologie des usages intellectuels du néolibéralisme en fonction de la manière dont ces penseurs ont eux-mêmes théorisé les stratégies de diffusion de leurs idées. Enfin, un troisième et dernier axe s'intéressera, en aval, aux applications concrètes du néolibéralisme, en prenant pour exemple le cas des instruments de lutte contre la pollution saisis à travers le prisme d'une sociologie interprétative de l'action publique.

1. LA FABRIQUE DES IDEES : GENESE ET DISPERSION DU NEOLIBERALISME

Le préalable à toute enquête sur le néolibéralisme devrait selon nous consister à fréquenter tout d'abord les textes écrits par ceux que le mot est supposé étiqueter. Avant d'observer les trajectoires de la doctrine, les entreprises d'import/export dont elle a fait objet, et les divers glissements sémantiques qui s'ensuivirent, il nous paraît en effet important de descendre un moment dans les caves de l'usine néolibérale, où la pensée s'est forgée dans un contexte particulier de crise du libéralisme classique.

1.1. LE NEOLIBERALISME D'UN POINT DE VUE SYNCHRONIQUE

Nous voudrions ici montrer que le mot « néolibéralisme » a d'abord désigné une coalition hétéroclite, constituée au milieu du XX^{ème} siècle et formée d'opposants au socialisme et au nouveau libéralisme de type keynésien. Deux thèses, radicalement opposées, nous paraissent alors devoir être nuancées.

- La première, que l'on doit certainement à Richard Cockett³⁰, consiste à voir dans les deux moments fondateurs du néolibéralisme (le Colloque Lippman en 1938 et la constitution de la société du Mont Pèlerin en 1947) la formation d'un consensus autour d'une doctrine homogène qui serait amenée à gagner l'opinion et à s'incarner dans un ensemble cohérent de politiques publiques dans les années 1970. Cette thèse, fort justement contestée aujourd'hui³¹, fait malheureusement litière des dissonances au sein de la mouvance néolibérale de l'époque, et oublie que ces deux rassemblements consistaient en une coalition négative d'intellectuels qui avaient un dénominateur commun extrêmement étroit. Cette lecture verse ainsi, comme on le verra, dans ce que Skinner appelle une « mythologie de la cohérence³² » dont se rendent selon lui trop souvent coupables les approches essentialistes inattentives aux contextes d'énonciation. Richard Cockett, comme bien d'autres, projette en effet une forme de systématisme sur une constellation d'œuvres qui se révèlent, à l'examen rapproché, très hétérogènes.
- La seconde thèse, plus attentive que la première aux divergences travaillant l'intérieur du mouvement, conclut à l'inverse à une très forte distance entre les néolibéraux en opposant de manière très stricte ceux qui voudraient rompre de manière substantielle avec le libéralisme classique et ceux qui souhaiteraient y revenir sans amendement. Il nous apparaît plus opportun, et plus fidèle à la pensée des auteurs néolibéraux de l'époque, de présenter les diverses versions du néolibéralisme comme des projets concurrents de rénovation du libéralisme.

Le néolibéralisme dans le contexte : un projet de rénovation du libéralisme

La seconde thèse doit d'abord être relativisée par l'examen du contexte historique d'émergence de la mouvance néolibérale. L'histoire de cette naissance est, quoique depuis peu, aujourd'hui bien connue³³. On rappellera ici simplement que le mot « néolibéralisme »

³⁰ Richard COCKETT, *Thinking the Unthinkable, Think Tanks and the Economic Counter-Revolution, 1913-1983*, Londres, Fontana Press, 1995

³¹ Voir notamment Serge AUDIER, *Néo-libéralisme(s). Une archéologie intellectuelle*, Paris, Grasset, 2012, p. 71.

³² Quentin Skinner dénonce quatre types de mythologies : celles des doctrines, de la cohérence, de la *prolepsis* et du provincialisme. Voir Quentin SKINNER, *Visions of Politics. Volume I: Regarding Methods*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, p. 59.

³³ Voir notamment : Serge AUDIER, *Le Colloque Lippmann. Aux origines du néo-libéralisme*, Paris, Le bord de l'eau, 2008; Serge AUDIER, *Néo-libéralisme(s). Une archéologie intellectuelle*, Paris, Grasset, 2012; Richard COCKETT, *Thinking the Unthinkable, Think Tanks and the Economic Counter-Revolution, 1913-1983*, Londres, Fontana Press, 1995; François DENORD, *Néo-libéralisme version française: Histoire d'une idéologie politique*,

commence à être employé de manière significative à la veille de la seconde guerre mondiale. Proposé par les économistes allemands qui avaient l'habitude de l'employer, il est adopté en 1938 lors du colloque Lippman qui rassemble des intellectuels libéraux désireux de rénover les principes du libéralisme et d'en préparer le renouveau³⁴. Le changement de bannière ne peut se comprendre qu'en regard du contexte discursif de l'époque. En effet, le besoin d'un nouveau concept mobilisateur s'avérait d'autant plus pressant que certains de ses adversaires commençaient à usurper le titre de libéral, notamment en Angleterre³⁵ et aux Etats-Unis³⁶, en lui accolant l'épithète « nouveau ». A l'issue des débats, le terme « néolibéralisme » est ainsi adopté, pour étiqueter une doctrine désireuse de réhabiliter le libéralisme, au prix d'un certain renouvellement. La proximité lexicale des termes « néolibéralisme » et « nouveau libéralisme » ne rend toutefois pas compte du fossé théorique qui sépare ce qu'ils recouvrent. La distance est en effet abyssale, qui sépare un « néo » d'un « nouveau », un Hayek d'un Keynes. Alors que le premier entend renouer avec – tout en actualisant – une tradition, le second se propose de la dépasser. Bref, le néolibéralisme marque un retour, le nouveau libéralisme une rupture. Pendant que celui-là renouvelle, celui-ci innove. Le préfixe « néo » entend ainsi exhumer le libéralisme que l'épithète « nouveau » se proposait d'immoler. Dans un tel contexte, l'invention du terme n'est pas pur artifice attique. Il est un slogan, un programme consistant à montrer que le libéralisme n'est pas mort, et qu'il y a encore des penseurs qui s'en réclament et entendent le perpétuer.

La guerre terminée, les néolibéraux peuvent à nouveau se réunir. En avril 1947, Hayek organise dans la station suisse du Mont-Pèlerin, près de Montreux, une conférence rassemblant les protagonistes du colloque de 1938. L'ordre du jour semble inchangé : il s'agit bien de réhabiliter le libéralisme. Mais les apparences de continuité sont trompeuses. Un coup d'œil rapide sur la physionomie des participants révèle une différence significative³⁷. Seuls

Paris, Demopolis, 2007; Keith DIXON, *Les Évangélistes du marché : Les Intellectuels britanniques et le néolibéralisme*, Paris, Raisons d'agir, 1998 ; David HARVEY, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press, 2005 ; Alain LAURENT, *La libéralisme américain : Histoire d'un détournement*, Paris, Les Belles Lettres, 2006 ; Philip MIROWSKI & Dieter PLEHWE, *The Road From Mont Pelerin: The Making Of The Neoliberal Thought Collective*, Cambridge, Harvard University Press, 2009 ; Daniel STEDMAN JONES, *Masters of the Universe: Hayek, Friedman, and the Birth of Neoliberal Politics*, Princeton, Princeton University Press, 2012

³⁴ Cette première réunion est organisée à Paris en août 1938 à l'initiative du journaliste américain Walter Lippman. Ce colloque, portant son nom, réunit une trentaine d'intervenants, dont les Autrichiens Friedrich von Hayek et Ludwig von Mises, les Français Raymond Aron, Louis Baudin, Louis Rougier et Jacques Rueff, et les Allemands Wilhelm Röpke et Alexander Rüstow.

³⁵ Au début du XX^e siècle, une corruption sémantique s'était accomplie en Angleterre. Son principal artisan, le philosophe L. T. Hobhouse, avait proposé, après avoir récusé les « dogmes libéraux » du XIX^e siècle, d'édifier un *new liberalism* fortement révisé, voire socialisé (Voir Maurice CHRETIEN (dir.), *Le Nouveau Libéralisme anglais*, Paris, Economica, 1999). C'est ainsi que, dès le début du siècle dernier, et de manière encore plus significative dans l'entre-deux-guerres, certains penseurs notoirement hostiles aux dogmes du libéralisme classique, en sont venus à usurper l'appellation et se prétendre « libéraux ». Ainsi de Keynes, qui, à la question de son discours *Suis-je libéral ?* [Discours prononcé à Cambridge en 1925, paru dans J. M. KEYNES, *Essays in Persuasion*, New York, Norton Library, 1963, pp. 323-338.

³⁶ Au XIX^e siècle, le mot « libéralisme » était paradoxalement peu employé aux Etats-Unis, d'autant moins que ses principes étaient encore spontanément satisfaits. Ce n'est qu'à partir de la crise de 1929, au moment où les dogmes libéraux sont le plus critiqués puis congédiés, que le mot refait surface, mais dans une acception tout à fait singulière. Le principal théoricien de ce détournement sémantique outre-atlantique fut John Dewey. Professeur à l'université de Chicago, le philosophe, alors octogénaire, propose à son tour d'amender le libéralisme classique en le détournant de son individualisme liminaire. Pour qualifier sa position, Dewey emploie les oxymores suivants : « libéralisme social », « libéralisme humaniste », « libéralisme économique », « libéralisme moderne », ou, tout simplement « nouveau libéralisme ». Les partisans du *New Deal*, à commencer par Roosevelt, accueillent très favorablement la nouvelle étiquette. Ils ne s'encombre pas outre d'aucune épithète. Le mot « *liberalism* » se suffit à lui-même. Où l'on comprend pourquoi, en Amérique du Nord, le terme *liberal* en est progressivement venu à désigner les sociaux-démocrates.

³⁷ La liste complète des participants est présentée dans Richard COCKETT, *Thinking the Unthinkable, Think Tanks*

Hayek, Mises, Polanyi, Röpke, Rustow et Rueff sont présents aux deux rassemblements. Le fait le plus remarquable de la réunion est la présence massive d'Américains, la plupart recrutée par Hayek et Mises³⁸. Minoritaires en 1938, les libéraux indisposés aux compromis sont suffisamment nombreux pour imposer leur intransigeance et incliner le travail de rénovation théorique vers un plus grand respect des dogmes du libéralisme classique. Mais il ne faudrait pas non plus croire en une reprise servile de ces derniers. Comme lors du colloque 1938, les participants s'entendent sur la nécessité de rénover, sans les trahir, les principes du libéralisme classique. C'est en fait Hayek qui donne la mesure. Dans son discours inaugural, il prévient les participants que la réhabilitation du libéralisme implique « de purger la théorie libérale traditionnelle de certaines sédimentations malencontreuses qui s'y sont attachées au fil du temps » afin de « faire face aux objections qui ont eu raison des promesses du libéralisme ancien aux yeux de nos contemporains³⁹ ». Les discussions qui suivirent n'accouchèrent d'aucun programme plus précis, faute de véritable consensus sur la manière de traduire plus concrètement cette orientation ambivalente, autant désireuse de rénover le libéralisme que soucieuse de ne pas le trahir⁴⁰. L'heure était encore à l'union, plus réactive que constructive, et le principal résultat de la réunion consista en la création d'une société de pensée, sorte d'Internationale néolibérale : la Société du Mont-Pèlerin. La cohérence du mouvement néolibéral à ses débuts se comprend ainsi en référence au contexte particulier de l'époque, où la reprise sans amendement d'un libéralisme classique décrédibilisé était tout bonnement impossible. Les néolibéraux, du moins jusque dans les années 1970, se réunissent en effet derrière un diagnostic commun : le libéralisme classique a échoué. On trouve d'ailleurs chez presque tous les néolibéraux de cette époque le même reproche formulé à l'encontre de leurs aïeux : le libéralisme classique aurait été trop sèchement pratique, stationnaire et conservateur, et aurait ainsi cessé d'être une aventure intellectuelle stimulante de nature à emporter une adhésion comparable à celle de son ennemi socialiste⁴¹.

and the Economic Counter-Revolution, 1913-1983, Londres, Fontana Press, 1994, p. 336-338.

³⁸ Ils sont 23 à adhérer à la création de la société du Mont-Pèlerin, quand la présence de Lippmann avait – avec Bruce Hopper – fait figure d'exception en 1938. Parmi les 23 présents, il convient de citer Franck Knight, Henry Hazlitt, Leonard Read et Milton Friedman. Autant de renforts susceptibles de radicaliser l'orientation du rassemblement.

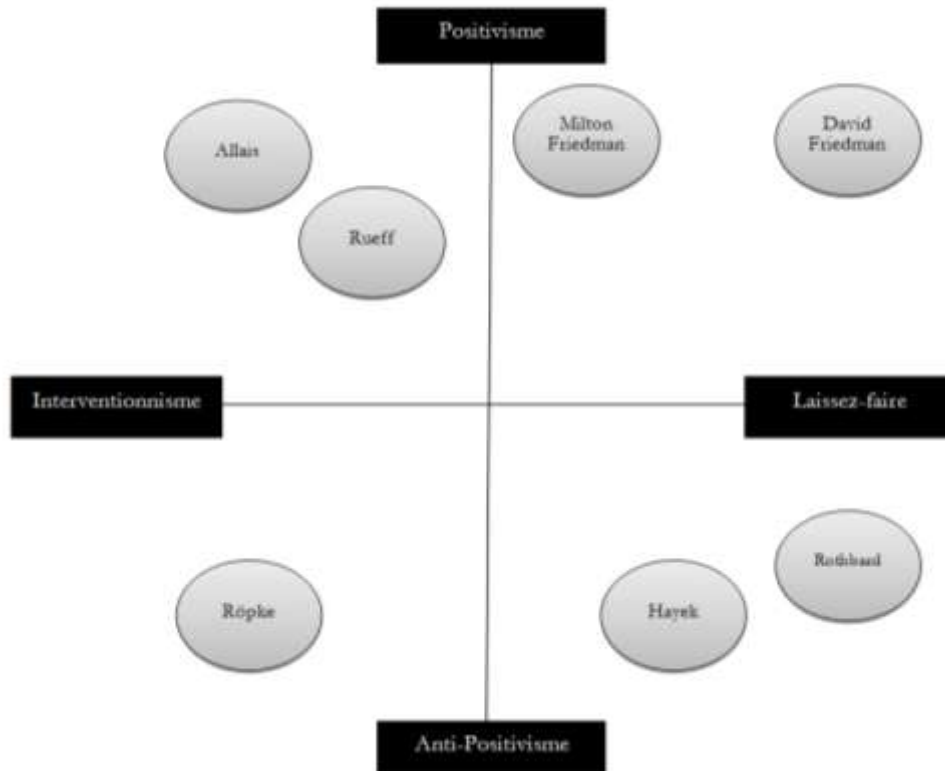
³⁹ Friedrich A. HAYEK, « Allocution d'ouverture d'un colloque à Mont-Pèlerin », art. cit., p. 232.

⁴⁰ Certains inflexibles, à l'instar de Mises, n'étaient pas disposés à tous les compromis. Milton Friedman raconte souvent que l'économiste autrichien s'était levé lors de la réunion pour haranguer ces collègues : « Vous n'êtes qu'une bande de socialistes » (Propos rapportés dans Milton FRIEDMAN, « Best of Both Worlds: Milton Friedman reminisces about his career as an economist and his lifetime "avocation" as a spokesman for freedom », *Reason*, juin 1995).

⁴¹ Pour s'en convaincre, il suffit de comparer ces constats convergents établis par des figures du néolibéralisme que l'on oppose si souvent. Walter Lippmann : « La pensée libérale fut entravée par la métaphysique du laissez-faire, et le résultat fut de transformer la philosophie politique du libéralisme en une vaste négation, en un *non possumus* général, et en une défense conformiste des classes dirigeantes » (Walter LIPPMANN, *La Cité Libre*, Paris, Librairie Médicis, 1946 [1938], p. 245.) Louis Rougier : « L'erreur des libéraux manchestériens fut de prendre l'ordre social régnant à leur époque pour un ordre absolu et éternel ; de transformer le régime de la propriété et des contrats de leur temps en un droit imprescriptible et naturel. Ce faisant, ils tombèrent dans le conformisme. » (Louis ROUGIER, cité dans Serge AUDIER, *Le Colloque Lippmann. Aux origines du néolibéralisme*, Paris, Le bord de l'eau, 2008, p. 81) Friedrich Hayek : « Rien n'a sans doute tant nui à la cause libérale que l'insistance butée de certains libéraux sur certains principes massifs, comme avant tout la règle du laissez-faire. » (Friedrich A. HAYEK, *La route de la servitude*, Paris, Puf Quadrige, 1985, trad. de 1944, p. 20) Friedrich Hayek : « Le libéralisme a été transformé en une croyance stationnaire et rigide. » (Friedrich A. HAYEK « Allocution d'ouverture d'un colloque à Mont-Pèlerin » (1947), in Friedrich A. HAYEK, *Essais de philosophie, de science politique et d'économie*, op. cit., p. 232) Murray Rothbard : « Les libéraux ont laissé le champ libre au socialisme pour devenir le parti de l'espoir et du radicalisme » (Murray ROTHBARD, *For a new liberty : The Libertarian manifesto*, édition mise en ligne par le Mises Institute, 2002 [1973], [http://www.mises.org/rothbard/foranewlb.pdf], p. 15-19.)

Le néolibéralisme dans le texte : Un mouvement de pensée hétérogène

Pour corriger la seconde thèse, qui amplifie à l'inverse la cohérence de la doctrine néolibérale, il suffit de lire les œuvres de ses principaux représentants. On découvre alors, qu'à l'aube de son internationalisation, le néolibéralisme est encore travaillé par des logiques nationales qui seront par la suite amenées à s'atténuer. Pour mieux se repérer dans la nébuleuse néolibérale, nous proposons une typologie construite autour de deux critères. Le premier, politique, dispose sur un continuum les partisans d'un interventionnisme étatique et les penseurs qui restent plus fidèles aux principes du laissez-faire. Le second, d'ordre épistémologique et plus rarement considéré, distingue les tendances positivistes des pensées hostiles au rationalisme. En croisant les deux critères, on obtient quatre positions occupées par les quatre grandes écoles du libéralisme contemporain⁴².



L'école de Fribourg

La première école, communément appelée « ordo-libéralisme », fut fondée dans les années 1930 à l'Université de Fribourg-en-Brisau, en Allemagne, par l'économiste Walter Eucken (1891-1950) et le juriste Franz Böhm (1895-1977). Développée ensuite autour de la revue *ORDO* créée en 1948, l'ordo-libéralisme comprend des auteurs comme les économistes Wilhelm Röpke (1899-1966), Leonhard Miksch (1901-1950) et Alfred Müller-Armack (1901-1978) ainsi que le philosophe Alexander Rüstow (1885-1963). Ce courant constitua l'un des principaux fondements théoriques de l'économie sociale de marché de l'Allemagne de l'Ouest de l'après-guerre⁴³.

⁴² Ce croisement de deux critères présente l'avantage de corriger une manière trop courante de distinguer les tendances néolibérales sur un seul axe qu'il est tentant de faire coïncider avec un axe gauche/droite extensible à l'infini. Pour le dire de manière extrêmement schématique, le classement consiste à dire, qu'entre Keynes et Rothbard, on trouve Hayek ; entre Hayek et Keynes, Knight ; entre Knight et Keynes, Röpke, etc. Cette cartographie intellectuelle, qui s'apparente à ce que l'on appelle « idéolocalisation », ne fait malheureusement pas justice aux divergences épistémologiques qui ont pourtant une importance décisive.

⁴³ Le premier ministre de l'Allemagne d'après-guerre, Ludwig Erhard, bientôt chancelier, est souvent considéré comme celui qui a fait sortir le courant ordolibéral des universités pour appliquer ses idées.

Une épistémologie anti-rationaliste. D'un point de vue épistémologique, l'ordolibéralisme adopte très explicitement une approche hostile au rationalisme outré de certains économistes. En dépit de la volonté affichée par Walter Eucken de dépasser la vieille « querelle des méthodes » (la fameuse *Methodenstreit*) entre l'empirisme de l'école historique allemande et l'abstractionnisme rationaliste, les ordo-libéraux penchent très clairement du côté de la tradition dualiste allemande qui s'interdit d'appliquer à l'analyse des phénomènes sociaux les méthodes éprouvées des sciences de la nature. Les ordo-libéraux sont ainsi en général très réticents à la modélisation mathématique de l'économie. W. Röpke rejetait par exemple le paradigme de l'*homo oeconomicus* – auquel il substituait plus volontiers celui d'un *homo religiosus*. Il écrivait ainsi : « Nous obtiendrions encore une image défavorable des fondements éthiques de notre système d'économie libre, si nous voulions réduire les motifs de l'action économique à un simple désir d'obtenir des avantages et d'éviter les inconvénients matériels. Une tel *Homo oeconomicus* existe, en tant que type moyen, aussi peu que les héros et les saints⁴⁴. » Il condamnait ainsi ce qu'il appelait le « rationalisme social » coupable d'avoir nourri un projet constructiviste modélisant des sociétés abstraites universelles et débouchant sur la toute-puissance bureaucratique des Etats : « Le rationalisme social incite à croire que l'économie de marché n'est précisément qu'une "technique économique", que l'on peut construire dans toutes les sortes de société et rendre efficace dans toutes les sortes de climat social et spirituel⁴⁵. » Cette condamnation d'un rationalisme excessif conduit Röpke à rejeter l'utilitarisme au motif qu'il « fausse déplorablement notre échelle des valeurs, de façon toujours plus néfaste ». Quand l'un des plus sympathiques grands-prêtres de ce culte de l'utilité, Macaylay, dans son célèbre essai sur Francis Bacon, patriarche et fondateur de tout utilitarisme et de tout pragmatisme, tient la fabrication des chaussures pour plus profitable qu'une philosophique de Sénèque, la question devrait nous être familière de savoir si les chaussures (pour ne pas parler des produits d'un progrès récent) sont d'un grand secours pour un homme qui, au milieu d'une société soumise à ce culte utilitaire, a perdu le soutien moral et spirituel de l'existence et reste pour des motifs qu'il ne s'explique peut-être pas, malheureux et sans cesse insatisfait⁴⁶. » Cette critique, au demeurant convenue, d'un utilitarisme strictement quantitatif⁴⁷, devrait donner quelques scrupules à ceux qui établissent une filiation directe entre Bentham et le néolibéralisme contemporain. La parenté est manifeste avec la pensée néoclassique, mais très contestable avec l'ordolibéralisme.

Une politique économique interventionniste. L'ordo-libéralisme se situe aisément sur l'axe politique en penchant nettement du côté de l'interventionnisme. De toutes les mouvances du néolibéralisme, l'Ecole de Fribourg est en effet sans conteste celle qui se révèle, à l'analyse, la plus fidèle à la lecture foucaldienne sur ce point⁴⁸. Les néolibéraux allemands ont été conduits à penser un libéralisme rendu incapable de se transformer en son contraire. L'expérience de l'Allemagne Nazi, qui a montré comment une démocratie pouvait

⁴⁴ Wilhelm RÖPKE, *Jenseits von Angebot und Nachfrage*, Erlenbach-Zürich, Eugen Rentsch Verlag, traduction française *Au-delà de l'offre et de la demande*, Paris, Les Belles Lettres, 2009, p. 175

⁴⁵ *Ibidem*, p. 141

⁴⁶ *Ibidem*, p. 158-159

⁴⁷ Utilitarisme quantitatif que l'on trouve exprimé de manière exemplaire par la célèbre formule de Bentham : « Le jeu de quilles peut très bien posséder *autant de valeur* que la poésie. Et si le jeu de quilles fournit plus de plaisir, il possède *plus de valeur* », Jeremy BENTHAM, « Art and Science—Divisions », in Jeremy BENTHAM, *The Rationale of Reward*, Livre III, Chapitre I, Londres, J & ML Munt, 1825

⁴⁸ Il est d'ailleurs à noter que, jusqu'à la fin des années 1950, le terme « néolibéral » désignait de manière quasi exclusive l'école allemande. Dans un article de 1951, Carl Friedrich emploie ainsi le terme pour décrire la pensée des ordolibéraux. (Voir C. J. FRIEDRICH, « The Political Thought of Neoliberalism », in *The American Political Science Review*, Volume 49, Numéro 2, juin 1955, p. 509-525.) Dans une lettre à Louis Rougier datant de 1957, Alexander Rüstow confie à son collègue français qu'il était lui-même dès le début des années 1930 à l'origine du mot « néolibéralisme », compris comme un « interventionnisme libérale ». Voir Serge AUDIER, *Néolibéralisme(s)*, *op. cit.*, 425, note 1.

se renverser contre elle-même, les a semble-t-il incités à imaginer un libéralisme immunisé contre ses excès, et obligé par l'intervention de l'Etat à se maintenir tel que ces promoteurs souhaitaient qu'il fût. Au fondement de l'ordolibéralisme se trouve tout d'abord l'idée, popularisée ensuite par Karl Polanyi⁴⁹, que l'ordre de marché n'est pas un phénomène naturel, mais bien un produit culturel articulé autour d'un ordre constitutionnel. Le marché ne saurait se réduire à ce qui se passe en l'absence de l'État ; sa réussite dépend fortement de la nature du cadre juridique et institutionnel dans lequel il se déploie. En d'autres termes, le marché ne fonctionne correctement qu'à la condition qu'un Etat vigilant lui prodigue des soins réguliers. Leonhard Miksch résume l'idée en une formule cinglante : « La concurrence : une organisation étatique⁵⁰. » Alexander Rustöw en appelle quant à lui à un « Etat fort, un Etat au-dessus de l'économie, au-dessus des intérêts, là où il doit être⁵¹ », et prône à plusieurs reprises dans son œuvre ce qu'il appelle un « interventionnisme libéral ». Toute politique économique doit viser à améliorer le cadre de règles, la constitution économique, plutôt que de chercher à obtenir directement, par des interventions particulières, certains résultats désirés. Cette pensée s'appuie sur la distinction de Walter Eucken entre le cadre, c'est-à-dire l'ordre général de la vie politique, et le processus, à savoir la coordination des initiatives individuelles prises sur le marché. L'intervention de l'Etat sur le cadre est appelée politique constitutive ou ordonnatrice (*l'Ordnungspolitik*) ; celle sur le processus est qualifiée de politique régulatrice. Les principes constitutifs identifiés par Eucken (marchés ouverts, propriété privée, liberté contractuelle, responsabilité civile) ont pour seul objectif de créer l'ordre concurrentiel ; les principes régulateurs, celui de garantir le maintien et le bon fonctionnement de celui-ci. La thèse de Walter Eucken consiste à réduire autant que possible le rôle de l'Etat à une tâche ordonnatrice, et à circonscrire les seules politiques régulatrices légitimes à celle qui se seront soumises au cadre. Les ordolibéraux emploient ainsi fréquemment la métaphore du jardinier pour parler de l'État, qui ne doit pas construire les choses comme le fait un ingénieur, mais doit se contenter de fournir les conditions favorables à la croissance naturelle de ce qui est estimé désirable, tout en empêchant la croissance de ce qui n'est pas souhaité⁵². Et les mauvaises herbes qu'abhorrent par-dessus tout le jardinier ordo-libéral, ce sont essentiellement les accords de cartels et la constitution des monopoles qui faussent le jeu de la concurrence. En d'autres termes, l'action régulatrice de l'Etat doit viser à lever tous les obstacles qui entraveraient le libre jeu de la concurrence, en luttant par exemple contre la constitution de monopoles sur le marché libre.

⁴⁹ Voir Karl POLANYI, *La Grande Transformation : Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, 1983 [1944].

⁵⁰ Leonhard MIKSCH, *Wettbewerb als Aufgabe. Grundsätze einer Wettbewerbsordnung*, Godesberg, Verlag H. Küpper, 1947 [1937], p. 135, cité dans Yves STEINER et Bernhard WALPEN, « L'apport de l'ordolibéralisme au renouveau libéral, puis son éclipse », in *Carnets de bord*, Numéro 11, septembre 2006, p. 95.

⁵¹ Alexander RÜSTOW, « Die staatspolitischen Voraussetzungen des wirtschaftspolitischen Liberalismus », in Alexander RÜSTOW (dir.), *Rede und Antwort*, Ludwigsburg, Martin Hoch, 1963 [1932], p. 258, cité dans Serge Audier, *Néo-libéralisme(s)*, op. cit., p. 428, note 5.

⁵² Wilhelm Röpke reprendra très clairement cette idée en affirmant que l'économie de marché ne reposait nullement sur un principe d'autorégulation, mais nécessitait au contraire une action attentive de l'Etat, ce qu'il appelait une « intervention conformiste ». « Une des tâches permanentes de l'économie politique est de poser et de surveiller les conditions qui font un cadre la vie économique. Certaines prescriptions et certaines institutions de droit doivent nécessairement exister, dans le cadre desquelles se déroule le processus économique. Une grande partie de la réforme envisagée consiste donc à changer, à élargir et à renforcer ce cadre permanent conformément au programme du "tiers chemin". » Wilhelm RÖPKE, *La Crise de notre temps*, trad. H. Faesi et Ch. Reichard, Paris, Payot, 1962, p. 242-243.

L'école de Chicago

Le second bastion d'économistes associés au néolibéralisme est l'école néoclassique, mieux connue sous l'étiquette d'école de Chicago et représentée par des auteurs contemporains comme Milton Friedman, Gary Becker, George Stigler, James Buchanan et Douglas North. Remis en cause par la crise de 1929 et l'hégémonie du paradigme keynésien, l'école néoclassique connaît dans les années 1970 un certain renouveau à tel point que l'on a pu parler d'une « contre-révolution monétariste⁵³ ». Cette école a été dominante à partir des années 1960 au sein du néolibéralisme.

Des postulats théoriques positivistes. Inaugurée au milieu du XIX^e siècle, l'école néoclassique consiste essentiellement à rechercher un équilibre général dans l'interaction des différents agents économiques. Que ce dernier soit simplement possible comme chez L. Walras, ou optimal chez V. Pareto, les néoclassiques s'emploient tous à dégager les conditions de son existence et de sa stabilité. Pour ce faire, ils ont recours au paradigme de *l'homo oeconomicus* qui consiste à postuler une rationalité chez tous les acteurs économiques (y compris les consommateurs) et pas seulement chez les entrepreneurs et les marchands comme s'en contentaient les ricardiens. L'économiste doit toujours *supposer* que l'agent économique, mais aussi les entreprises, cherchent rationnellement à maximiser leurs profits et leurs satisfactions. Si ces agents visent évidemment des fins hétérogènes, on suppose cependant que le processus par lequel chacun est conduit à satisfaire ses fins présente une certaine homogénéité. Bien que cette homogénéité ne soit pas réelle, elle est, conformément à l'épistémologie friedmanienne⁵⁴, obtenue par l'annulation statistique des écarts de comportement entre agents. *L'homo oeconomicus* opère ainsi comme un acteur unique, moyenne de tous les autres, qui consomme, produit, épargne et investit en maximisant rationnellement son utilité. En usant de ce paradigme résolument réductionniste, qui prétend prévoir beaucoup avec peu, l'économiste néoclassique estime à sa portée l'ensemble des connaissances pertinentes pour identifier les préférences des agents économiques et ainsi anticiper leur comportement. Il lui suffit autrement dit de projeter sur les agents dont ils appréhendent la conduite sa propre rationalité, dépouillée de toute impureté subjective, pour s'ériger en position d'expert capable de prédire, et partant d'orienter, le cours de leurs actes. Cette quête d'un état d'équilibre général, associée au postulat que les acteurs agissent rationnellement, vont conduire les économistes néoclassiques à un usage décomplexé de grandeurs statistiques, d'agrégats et de moyennes. Par référence aux sciences physiques, les néoclassiques prétendent en effet pouvoir appliquer la loi des grands nombres aux phénomènes sociaux par la collecte de données statistiques permettant d'établir des relations entre de grands agrégats comme le revenu, le taux de chômage, la consommation ou encore l'investissement. Ils considèrent ainsi que les préférences des agents sont identifiables et quantifiables, et préconisent un recours intensif aux mathématiques. Les *Chicago boys* ont donc en commun avec les keynésiens de penser en termes d'agrégats macroéconomiques ; là où les seconds raisonnent à partir de concept comme la demande globale ou le taux de

⁵³ L'expression a d'abord été employée par Milton Friedman. Voir Milton FRIEDMAN, « The Counter-Revolution in Monetary Theory », in *Institute of Economic Affairs Occasional Paper*, Numéro 33, 1970.

⁵⁴ Friedman considère en effet que la pertinence d'une théorie ne se mesure pas à l'aune de son réalisme, mais à celle de sa capacité de prévision. Une théorie est pour Friedman d'autant plus significative qu'elle est générale et parvient à transcender les cas particuliers observés. Autrement dit, l'importance d'une théorie se mesure aussi à son degré d'abstraction : une hypothèse, pour être significative, doit savoir s'extraire de la réalité concrète investie, et ce pour mieux en capturer l'essentiel : « Une hypothèse est importante si elle "explique" beaucoup avec peu », Milton FRIEDMAN, *Essays in Positive Economics*, Chicago, The University of Chicago Press, 1953; trad. fr. G. Millière, *Essais d'économie positive*, Paris, Litec, 1995, p. 14. Friedman est alors conduit à conclure que « la question qu'il est pertinent de poser concernant les "suppositions" d'une théorie n'est pas celle de savoir si celles-ci sont descriptivement réalistes, car elles ne le sont jamais, mais celle de savoir si elles constituent des approximations suffisamment bonnes compte tenu du but que l'on poursuit », *Ibidem*, p. 5.

chômage, il est question chez les premiers de taux d'inflation et de quantité de monnaie⁵⁵. Ces présupposés positivistes ouvrent ainsi la possibilité d'une politique monétaire.

Une politique économique monétariste. La politique monétaire découlant de ces postulats théoriques porte le nom de monétarisme. Abandonnée par Keynes et réhabilitée par Friedman en 1956⁵⁶, cette théorie part de l'idée que c'est la quantité de monnaie en circulation qui fixe le niveau des prix, et conclut qu'une politique économique doit se cantonner au contrôle de la masse monétaire. La demande de monnaie, que Keynes jugeait instable, est dans la perspective des monétaristes considérée comme une des fonctions les plus stables de la macroéconomie. C'est ainsi l'offre de monnaie, dans la mesure où elle est exogène et donc dépendante des décisions prises par les banques centrales, qui est responsable de la variation du niveau général des prix et partant à l'origine des fluctuations économiques. D'où la célèbre formule de Friedman, selon laquelle « l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire⁵⁷ » : une hausse des prix n'intervient que lorsque les banques centrales ont créé de la monnaie. Aux politiques keynésiennes de gestion de la conjoncture, en particulier par la fiscalité et les dépenses publiques, Friedman propose ainsi de substituer les réactions automatiques d'un cadre fiscal et monétaire stable. Il reconnaît ainsi que, dans un monde idéal, le système monétaire pourrait fonctionner sans banque centrale.⁵⁸ Dans un monde non idéal, la Fed devrait, selon Friedman, obéir à deux règles apparemment difficiles à concilier. La première est qu'elle ne saurait être laissée à la discrétion de technocrates irresponsables. Friedman, en paraphrasant le célèbre mot de Clémenceau⁵⁹, écrit ainsi que « la monnaie est une chose trop sérieuse pour être laissée aux banquiers centraux⁶⁰ ». La seconde recommandation de Friedman est que la Fed devrait assurer la stabilité des prix en conduisant une politique monétaire dont tout le monde pourrait raisonnablement prévoir les effets. A première vue, les deux règles évoquées – mise sous tutelle politique et exigence de stabilité – s'accordent mal. Pour éviter que la politique monétaire soit soumise à l'arbitraire des autorités publiques, Friedman préconise ainsi, en période normale, l'abandon des politiques monétaires discrétionnaires pour mettre en place des règles fixes. Il suggère d'inscrire dans la constitution un taux de croissance fixe pour la masse monétaire correspondant au taux de croissance

⁵⁵ C'est pourquoi les tenants de l'école autrichienne ne manquent jamais l'occasion de rappeler ce mot de M. Friedman : « Nous sommes tous keynésiens maintenant », Milton FRIEDMAN, « The Economy: We Are All Keynesians Now », in *Time*, 31 décembre 1965. Voir par exemple R. W. GARRISON, « Is Milton Friedman a Keynesian? », in M. SKOUSEN (ed.), *Dissent on Keynes: A Critical Appraisal of Keynesian Economics*, New York, Praeger Publishers, 1992, p. 131-147.

⁵⁶ Milton FRIEDMAN, « The Quantity Theory of Money: A Restatement », in M. Friedman (dir.), *Studies in the Quantity Theory of Money*, Chicago, University of Chicago Press, 1956.

⁵⁷ Milton FRIEDMAN, « The Counter-Revolution in Monetary Theory », art. cit., p. 24.

⁵⁸ Il est intéressant de noter que Friedman évoque lui-même cet exemple pour illustrer la nature de son désaccord avec les libertariens plus radicaux. « La différence entre moi et des gens comme Murray Rothbard est que, bien que je veuille savoir quel est mon idéal, je pense qu'il me faut aussi envisager des changements qui, s'ils n'atteignent pas cet idéal, me permettent néanmoins de me conduire dans sa direction. C'est pourquoi, même si j'aimerais abolir la Fed, j'ai écrit beaucoup de pages disant comment la Fed, si elle existe, devrait être conduite. » Milton FRIEDMAN, « Best of Both Worlds: Milton Friedman reminisces about his career as an economist and his lifetime "avocation" as a spokesman for freedom », Interview avec Brian Doherty, in *Reason*, juin 1995.

⁵⁹ D'après la célèbre phrase de Clémenceau : « La guerre est une chose trop sérieuse pour être laissée exclusivement aux militaires ». Clémenceau avait lui-même plagié Voltaire, qui écrivait : « Notre santé est chose bien trop importante pour la confier aux seuls médecins. »

⁶⁰ Le début de la citation : « Tout système donnant autant de pouvoir et de discrétion à si peu d'hommes, de telle sorte que des erreurs – excusables ou non – puissent avoir autant d'effets, est un mauvais système. C'est un mauvais système pour ceux qui croient en la liberté tout simplement parce que cela donne à une poignée d'hommes un immense pouvoir sans contrôle effectif du corps politique – tel est l'argument politique clé contre une banque centrale indépendante. » Milton FRIEDMAN, *Capitalism and Freedom*, Chicago, The University of Chicago Press, 1982 [1962], p. 51.

moyen de la production à long terme. En période de crise, Friedman recommande cependant une politique résolument inflationniste pour relancer l'économie. C'est à ce titre qu'il critiqua l'attitude de la Fed en 1929. « La Fed fut largement responsable d'avoir converti ce qui n'aurait pu être qu'une banale récession [...] en une catastrophe majeure. Au lieu d'utiliser son pouvoir pour compenser la crise, elle réduisit d'un tiers la masse monétaire entre 1929 et 1933 [...] Loin d'être un échec du système de libre entreprise, la crise a été un échec tragique de l'État⁶¹. » Les néoclassiques ne nient ainsi pas la possibilité d'une politique monétaire consistant à piloter l'économie en jouant sur les taux d'intérêts pour contrôler le stock de monnaie. Ce que l'on peut retenir ici, c'est que l'économiste néoclassique prétend avoir accès à la seule information pertinente – notamment la quantité de monnaie – pour prédire et orienter le comportement, supposé rationnel, des acteurs économiques. Ce faisant le *Chicago boy* se taille un costume d'expert et met sa compétence à la disposition d'une autorité centralisée.

L'école de Vienne

Inaugurée par les travaux de l'économistes Carl Menger (1840-1921), développée par Eugen von Böhm-Bawerk (1851-1914) et Friedrich von Wieser (1851-1926), l'école autrichienne a connu un important renouveau aux États-Unis dans les années 1970, grâce notamment à l'influence exercée par Hayek et Mises qui a donné lieu à ce qu'on appelle parfois l'école austro-américaine, et qui rassemble des économistes tels que Murray Rothbard, Israel Kirzner et Ludwig Lachmann. Ses désaccords avec l'école néoclassique ne sont pas négligeables. Pour en donner la mesure, on peut ici rappeler que, si Hayek ne s'est jamais livré à une critique structurée de l'œuvre de son collègue de Chicago, il multiplia les signes de sa désapprobation avec la méthode employée par Friedman. Ainsi confessa-t-il à la fin de sa vie : « J'ai souvent dit publiquement que l'une des choses que je regrettais le plus est de n'avoir pas retourné une critique au traité de Keynes [*La théorie générale*] mais cela est aussi vrai des *Essais d'économie positive* de Milton Friedman qui, d'une certaine manière, est un livre aussi dangereux⁶² ».

Les postulats théoriques. Les tenants de l'orthodoxie autrichienne partagent une hostilité à l'égard de la confusion régnante entre les sciences humaines et les sciences de la nature, et condamnent en chœur l'importation importune des méthodes éprouvées des premières dans les disciplines – en particulier l'économie – ressortissant aux secondes. Les économistes autrichiens vont diamétralement s'opposer aux prétentions positivistes des néoclassiques en contestant d'une part leur capacité à déterminer les conditions d'un équilibre optimal, et d'autre part leur prétention à postuler l'existence d'un *homo œconomicus* capable de choix rationnel et disposant d'une information complète. L'école autrichienne suppose tout d'abord que l'information dont disposent les agents économiques sur le marché est à la fois « subjective, pratique, dispersée et difficile à exprimer⁶³ ». Au rebours des néoclassiques, qui accordent à l'information un caractère objectif en la considérant comme une marchandise qu'il est possible, sur le marché, d'acheter et vendre, les auteurs autrichiens refusent de détacher l'information de son principal support – à savoir l'individu qui agit. Ces informations sont donc essentiellement fragmentées ; elles ne sont pas de celles qui pourraient

⁶¹ Rose et Milton FRIEDMAN, *Two Lucky People*, Chicago, University of Chicago Press, 1998, p. 233.

⁶² Friedrich A. HAYEK, *Hayek on Hayek : An Autobiographical Dialogue*, Londres, Routledge, 1992, p. 145. Hayek confiera en outre que « Le monétarisme de Milton [Friedman] et le keynésianisme ont beaucoup plus de choses en commun que je n'en ai avec chacun des deux. », Friedrich A. HAYEK, cité dans J. HUERTA DE SOTO, « The ongoing *Methodenstreit* of the Austrian School », *Journal des Economistes et des Etudes humaines*, Volume 8, Numéro 1, mars 1998, p. 97.

⁶³ Jesus HUERTA DE SOTO, « The ongoing *Methodenstreit* of the Austrian School », art.cit., p. 80.

être emmagasinées en un seul cerveau⁶⁴. Cette dispersion de la connaissance compromet la réalisation de l'équilibre général statique, auquel la pensée autrichienne oppose un processus d'équilibrage dynamique. L'économiste autrichien ne prétend pas disposer des informations qui orientent le comportement des individus sur le marché. Ce qu'il reproche à son homologue néoclassique, c'est de penser pouvoir accéder à cette information et d'ainsi raisonner à partir d'agrégats macroéconomiques. Les libéraux autrichiens accusent ainsi leurs confrères de trahir l'individualisme méthodologique en utilisant des grandeurs globales, comme le niveau des prix, la quantité totale de monnaie ou de biens, qui n'auraient en outre que peu d'influence sur les décisions individuelles. Partant, les économistes autrichiens se disqualifient d'emblée comme experts. L'idée d'un grand maestro de l'économie, comme on a souvent présenté Greenspan, ne serait qu'une escroquerie. Le seul expert qui vaille la peine d'être entendu est le marché, à travers lequel les individus coordonnent spontanément leurs actions⁶⁵.

L'impossibilité d'une politique monétaire. Les penseurs autrichiens vont ainsi rejeter jusqu'à la possibilité d'une politique monétaire, qu'ils considèrent comme un moyen pour l'Etat de s'enrichir lui-même et ses clients au détriment des autres citoyens. La théorie autrichienne met tout d'abord l'accent sur l'importance d'un taux d'intérêt d'équilibre spontané rendant compatibles les projets des producteurs avec ceux des consommateurs. Or, l'existence d'une banque centrale rend impossible l'émergence d'un tel taux d'équilibre. En accroissant l'offre de fonds prêtables dans le but de provoquer une relance temporaire, elle maintient bien souvent les taux d'intérêt à un niveau artificiellement bas, et priverait les acteurs économiques d'une information précieuse. En envoyant de faux signaux, elle encouragerait des investissements pernicieux et exacerberait les cycles économiques débouchant sur la crise. En pratiquant une politique monétaire expansionniste, la banque centrale engendre en outre de l'inflation qui dévalue la monnaie, vide le portefeuille des citoyens, tout en enrichissant ceux qui bénéficient de la monnaie nouvellement créée. Selon ce que les économistes autrichiens nomment, depuis Mises et Hayek « l'effet Cantillon⁶⁶ », la création de monnaie encourage en effet une baisse du pouvoir d'achat non instantanée, qui profite dans un premier temps au cercle restreint des heureux bénéficiaires de la monnaie

⁶⁴ C'est d'ailleurs pourquoi Hayek considère que la société moderne est plus savante que les sociétés archaïques, non pas parce que l'homme moderne serait individuellement plus savant que le sauvage, mais parce que le marché lui permet de profiter du savoir des autres. « Dans la société civilisée, ce n'est en vérité pas tant le savoir plus étendu qu'il est possible à l'individu d'acquérir, que le fait de bénéficier plus largement du savoir des autres, qui le met en mesure de poursuivre une gamme d'objectifs infiniment plus étendue que la simple satisfaction de ses besoins physiques les plus pressants. » Friedrich A. HAYEK, *Droit, législation et liberté*, Tome I, *Règles et ordre*, Paris, PUF, « Quadrige », 1980 [1973], p. 16.

⁶⁵ Pascal Salin exprime ainsi cette idée : « Pourquoi ne trouve-t-on pas un grand dirigeant politique pour affirmer : "Je n'ai pas la prétention de savoir comment sortir de la crise, les marchés le savent mieux que moi, et je préfère donc m'en remettre à la sagesse des hommes" ? », Pascal SALIN, *Revenir au capitalisme. Pour éviter les crises*, Paris, Odile Jacob, 2010, p. 177.

⁶⁶ Au XVIII^e siècle, Richard Cantillon avait montré que la grande inflation du XVI^e siècle liée à l'augmentation de la quantité d'or en Europe avait conduit une hausse progressive des prix n'affectant pas de la même manière tous les secteurs économiques. La nouvelle monnaie a ainsi en Espagne d'abord profité au secteur militaire, premier bénéficiaires des commandes royales. Le prix des biens fournis a alors augmenté alors que les prix des biens des autres secteurs sont restés stables. Ce décalage temporel dans la hausse des prix s'est ainsi révélé bénéfiques pour les secteurs proches de la commande royale, et appauvri les secteurs plus éloignés comme l'agriculture. L'expansion de la monnaie tend certes à diminuer le pouvoir d'achat. Mais cette diminution n'étant pas instantanée, les premiers détenteurs de la nouvelle monnaie, puisqu'ils peuvent se procurer les biens qu'ils veulent avant que les prix n'aient augmenté, sont avantageux par rapport à ceux qui, de l'autre côté de la chaîne, reçoivent plus tardivement la nouvelle monnaie et doivent par conséquent payer des prix plus élevés. Hayek et Mises ont ainsi baptisé de phénomène « effet Cantillon ». Voir Ludwig MISES, *The Theory of Money and Credit*, Indianapolis, Liberty Classics, 1980 [1912], p. 161-162 et Friedrich A. HAYEK, *Prix et production*, Paris, Calman-Levy, 1975 [1931], p. 66.

nouvellement créées avant de nuire, dans un second temps, à tous ceux entre les mains desquels elle circule par la suite. On sent bien ici affleurer les virtualités populistes d'une telle doctrine, et sa résonance avec l'actualité, où la banque centrale américaine pratique une politique monétaire expansionniste profitant au premier chef aux banques, tout en jouant son rôle de prêteur en dernier ressort pour les firmes en faillite. L'inflation n'est pour les penseurs autrichiens qu'au mieux un impôt caché⁶⁷, au pire – mais cela revient au même pour certains – un vol. Les économistes autrichiens vont donc préconiser un système monétaire très différent marqué par la suppression des deux institutions rendant selon eux l'inflation possible : la monnaie scripturale et la banque centrale. Le premier remède contre l'inflation est d'abord un retour à une monnaie marchandise (par exemple l'étalon-or), qui empêcherait quiconque de manipuler arbitrairement la quantité de monnaie dans l'économie. Les Autrichiens recommandent par ailleurs l'abolition des banques centrales qui monopolisent la production d'une monnaie de réserve purement scripturale. Hayek fut le premier, lors d'une conférence prononcée en 1977, à proposer un système de banques libres. « Je suis plus convaincu que jamais que, si l'on devait un jour avoir une monnaie décente, celle-ci ne viendra pas du gouvernement : elle émanera de l'entreprise privée, parce que fournir au public une bonne monnaie qu'il peut utiliser en toute confiance n'est pas seulement une affaire qui peut se révéler extrêmement rentable : cela impose à l'émetteur une discipline à laquelle le gouvernement n'a jamais su ni ne saurait jamais se plier⁶⁸. »

L'école de Paris

De toutes les mouvances travaillant la constellation néolibérale, la doctrine des penseurs français est certainement la moins cohérente et celle qui mérite le moins la désignation d'école. François Bilger préfère par exemple évoquer « une juxtaposition d'individualités dont les travaux n'ont d'ailleurs jamais donné lieu à une présentation synthétique, ce qui explique sans doute en partie leur moindre influence sur le débat intellectuel⁶⁹ ». Représentée par des auteurs comme Louis Marlio (1878-1952), Louis Rougier (1889-1982), Louis Baudin (1887-1964) Jacques Rueff (1896-1978), Daniel Villey (1910-1968) et Maurice Allais (1911-2010), la pensée néolibérale française présente toutefois deux traits qui, associés l'un à l'autre, permettent de la distinguer des autres courants.

D'un point de vue épistémologique, les néolibéraux français peuvent être rapprochés de leurs homologues américains. Fidèles à la tradition française de science économique depuis le XIXe siècle, ces auteurs ont adopté une démarche abstraite et déductive procédant à partir de modèles mathématiques. A l'instar d'Arsène Dupuit, Augustin Cournot, Auguste et Léon Walras et finalement, au tournant du siècle, Clément Colson, qui étaient mathématiciens ou ingénieurs de formation, Jacques Rueff et Maurice Allais étaient d'anciens élèves de Polytechnique. Comme le souligne François Bilger, les Français ont ainsi « tout naturellement » poursuivi « cette tradition d'élaboration d'une "physique sociale"⁷⁰ ». A la manière des économistes néo-classiques, les économistes français s'intéressent ainsi en priorité aux conditions d'un équilibre général à partir de techniques économétriques.

⁶⁷ Lorsqu'un gouvernement règle ses dépenses avec une monnaie créée *ex nihilo*, tout se passe comme s'il augmentait les impôts de ses ressortissants. Ludwig MISES, *The Theory of Money and Credit*, op. cit., p. 468.

⁶⁸ Intervention à la *Gold and Monetary Conference*, New Orleans, 10 novembre 1977, Friedrich A. HAYEK, « Toward a Free Market Monetary System », in *Journal of Libertarian Studies*, Volume 3, Numéro 1, 1981, p. 1.

⁶⁹ François BILGER, « La pensée néolibérale française et l'ordolibéralisme allemand », in Patricia Commun (dir.), *L'ordolibéralisme allemand, aux sources de l'économie sociale de marché*, Paris: Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2004

⁷⁰ François BILGER, « L'ordolibéralisme allemand. « Aux sources de l'Economie sociale de marché », Contributions du Colloque du CIRAC sous la direction de Patricia Commun du 8 et 9 décembre 2000

Sur notre axe politique, les néolibéraux français se sont unanimement positionnés, jusqu'aux années 1970, du côté d'un interventionnisme libéral. Louis Rougier proposait par exemple ce qu'il appelait « un libéralisme constructif » qu'il prenait soin de distinguer de « la théorie manchestérienne du laisser faire, laisser passer, car un tel libéralisme se détruit lui-même en aboutissant, par le seul jeu de la concurrence et de la sélection naturelle, à une économie de monopole correspondant à un régime ploutocratique⁷¹. » Sa position se voulait ainsi très proche, d'un point de vue politique, de l'ordolibéralisme allemand : « Le libéralisme constructif implique un ordre juridique positif tel que la possibilité de la libre concurrence soit toujours sauvegardée, c'est-à-dire un ordre juridique tel que la formation des trusts, des holdings, etc. devienne impossible⁷². » Louis Marlio proposait un « libéralisme social » en rupture avec l'attentisme du libéralisme machestérien : « Du moment que la formule du laissez-faire a été mal comprise, il est bon que nous marquions cela en déclarant que l'attitude libérale n'est pas seulement celle des bras croisés⁷³. » Daniel Villey entendait quant à lui promouvoir un « interventionnisme social et économique » et des « formules de conciliation entre l'individualisme et l'économie étatique, entre le capitalisme et le socialisme, qui combinent les deux tendances en les dosant diversement, mais qui toutes font une large place à l'organisation, au plan, à l'intervention de l'Etat en matière économique⁷⁴ ». Enfin, Jacques Rueff, pourtant moins interventionniste que ses compatriotes, et refusant jusqu'à la bannière néolibérale, rompait lui-aussi avec l'idée d'une harmonie spontanée des intérêts individuels, et reconnaissait que le libéralisme était, au même titre que l'autoritarisme, une « technique d'organisation sociale » dont la seule particularité serait d'orienter, sans les contraindre, les comportements des sujets sur le marché. « Ainsi, il apparaît que libéralisme et autoritarisme ne se distinguent pas par la nature des structures qu'ils établissent, mais par les méthodes par lesquels ils les établissent. Le premier incite les sujets économiques à vouloir ce qu'il faut qu'ils veuillent pour que la société soit ce que l'ensemble des pouvoirs qui concourent à la déterminer, y compris l'Etat, exigent qu'elle soit ; le second oblige directement ces mêmes sujets économiques à vouloir le comportement que le plan attend d'eux⁷⁵ ».

L'école autrichienne se révèle donc potentiellement la plus subversive des obédiences néolibérales. En niant la possibilité d'un état d'équilibre, les économistes autrichiens sont conduits à juger l'État incapable d'intervenir de manière efficace dans l'économie. S'estimant à l'inverse à même d'établir les règles conduisant à un équilibre optimal, les néoclassiques, les ordolibéraux et les économistes français ont tendance à vouloir faire de l'État, ou de la banque centrale, le relais de leurs prévisions afin de mettre en place les conditions d'une « concurrence pure et parfaite ». Alors que les Autrichiens pensent que les conditions optimales sur le marché émergent spontanément des interactions individuelles, et donc sans l'intervention positive de l'État, les autres néolibéraux jugent l'État capable, à la lumière de leurs prévisions, d'établir lui-même ces conditions. Cette cartographie du mouvement néolibéral à ses débuts a le mérite de donner à voir à la fois la diversité des positions et les contours incertains de la doctrine. Elle a pourtant aussi la faiblesse d'être statique et de ne pas rendre compte des évolutions de la configuration du mouvement et des mutations de la signification du terme, qu'il s'agit à présent d'esquisser.

⁷¹ Louis ROUGIER, *Les Mystiques économiques*, Paris, Librairie Médicis, 1939, p. 34

⁷² *Idem*

⁷³ Louis MARLIO, cité dans Serge AUDIER, *Le Colloque Lippmann, op. cit.*, p. 273

⁷⁴ Daniel VILLEY, *Ch. Dupont-White. Economiste et publiciste français (1807-1878)*, Paris, Alcan, p. XXVII, cité dans Serge AUDIER, *Le Colloque Lippman, op. cit.*, p. 136-137.

⁷⁵ Jacques RUEFF, « Le libéralisme », in *Tendances modernes du libéralisme économique*, Volume 1 : *Les essais 1961*, cité dans Serge Audier, *Le Colloque Lippman, op. cit.*, p. 131.

1.2. LE NEOLIBERALISME D'UN POINT DE VUE DIACHRONIQUE : LA DERIVE DES CONTINENTS NEOLIBERAUX

Une telle enquête sur les glissements de sens et les reconfigurations diverses de la nébuleuse mériterait certainement une longue halte – à la manière dont Quentin Skinner entendait procéder à une « étude pointilliste des glissements conceptuels soudains⁷⁶ » – que nous ne pouvons malheureusement observer ici. Nous nous contenterons d'évoquer schématiquement quelques glissements significatifs.

Du néolibéralisme en Amérique latine

Le premier glissement, d'ordre sémantique, voit l'étendue du terme « néolibéral » se rétrécir dans le sens d'une radicalisation consécutive à une reconfiguration du mouvement. Si l'on prend l'exemple de la principale instance néolibérale, la Société du Mont Pèlerin, on peut noter à partir de la fin des années 1950 un certain exode des libéraux les plus modérés sur notre axe politique. Serge Audier va jusqu'à qualifier de « grand schisme⁷⁷ » le divorce, consommé à la mort de Röpke intervenu en 1962 à la suite d'une décennie de conflit larvé, entre les interventionnistes libéraux (notamment les ordolibéraux) et les penseurs plus fidèles à l'idéal classique du laissez-faire (les Autrichiens et les néoclassiques). La victoire de ceux-là sur ceux-ci, confortés par l'obtention de deux prix Nobel (Hayek en 1974 et Friedman en 1976), conduit à une « homogénéisation idéologique relative de la Société du Mont Pèlerin, qui devient le fier porte-drapeau d'un libéralisme pur et dur⁷⁸ ». Le mot néolibéralisme en vient alors, de façon ironique, à qualifier la pensée de ceux qui refusent l'étiquette. Milton Friedman, quoique favorable au concept au tout début des années 1950⁷⁹, se ravisa rapidement pour lui préférer, dès 1955, une version « old style » du libéralisme⁸⁰. Friedrich Hayek de son côté ne s'est jamais reconnu sous le terme de néolibéral, qu'il employait au demeurant avec une extrême parcimonie. En 1951, il utilise pour la première fois le mot dans son sens le plus étroit, pour désigner la pensée des ordolibéraux allemands⁸¹. Dans son célèbre texte « Pourquoi je ne suis pas conservateur », qui tient lieu de postface à *La Constitution de la Liberté*, Hayek admet l'« embarras croissant » qu'il y a à employer la bannière libérale, mais ne cite même pas le mot néolibéralisme parmi les alternatives possibles. Il est ici significatif qu'il lui préfère le mot libertarien. « Je ressens de plus en plus qu'à l'employer sans de longues explications, on provoque trop de confusion, et que, comme étiquette, il constitue désormais bien plus un boulet à traîner qu'une source de force. Aux États-Unis, où il est presque impossible d'employer le mot "libéral" dans le sens que je lui ai donné, on lui a substitué le mot "libertarien". Peut-être est-ce la solution ; pour ma part, je trouve ce mot bien peu attrayant. Il sent trop selon moi l'artificiel [*manufactured term*] et le succédané⁸². » Jusqu'à la

⁷⁶ Quentin SKINNER, *Visions of Politics. Volume I: Regarding Methods*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, p. 180.

⁷⁷ Voir Serge AUDIER, *Néo-libéralisme(s)*, op. cit., p. 351-362.

⁷⁸ Serge AUDIER, *Néo-libéralisme(s)*, op. cit., p. 366.

⁷⁹ Milton FRIEDMAN, « Neo-liberalism and its Prospects », in Farmand, 17 février 1950, p.91-93.

⁸⁰ Milton FRIEDMAN, « Liberalism, Old Style », *Collier's Year Book*, New York, P.F. Collier and Son, 1955. p. 360–363.

⁸¹ Dans un texte célébrant les soixante-dix ans de Mises, Hayek dresse l'inventaire de ses contemporains qui ont travaillé à la réhabilitation du libéralisme. En conclusion de trois paragraphes sur les penseurs allemands (notamment W. Eucken et W. Röpke), il écrit : « Si l'existence d'un mouvement néo-libéral est connue bien au-delà du cercle étroit des experts, le mérite en revient à Röpke, au moins en ce qui concerne le public germanophone. », Friedrich HAYEK, « The transmission of the ideals of economic freedom » (1951), in Friedrich A. HAYEK, *Studies in Philosophy Politics, Economics*, London, Routledge and Kegan Paul, 1967, trad. fr. Ch. Piton, *Essais de philosophie, de science politique et d'économie*, Paris, Les Belles Lettres, 2007, p. 301.

⁸² Friedrich A. HAYEK, « Pourquoi je ne suis pas conservateur », in *The Constitution of Liberty*, Chicago,

fin de sa vie, Hayek n'employa cependant jamais le terme « libertarien » dans son œuvre, bien qu'il en acceptât l'essentiel du projet⁸³. Enfin, Hayek employa une dernière fois le terme de néolibéralisme en 1979 pour qualifier, de manière critique, les politiques de lutte contre les monopoles : « Que ce qui est morale répréhensible ne soit pas le monopole mais seulement la suppression de concurrence (toute prévention de concurrence, qu'elle conduise ou non à un monopole), c'est ce qu'il faudrait surtout rappeler à ces "néolibéraux" qui croient devoir prouver leur impartialité en tonnant contre toute entreprise jouissant d'un monopole⁸⁴. »

Le mot néolibéralisme subit ainsi progressivement deux mutations significatives, respectivement liées à son usage et à son étendue. D'une part, il désigne de plus en plus les libéraux les plus hostiles à l'interventionnisme étatique. D'autre part, étant donné que ces derniers refusent en général l'étiquette, il change d'usagers pour n'être plus employé que par ses adversaires et partant subir une distorsion polémique. Ce double glissement, enclenché dans les années 1960, se renforce dans les années 1970 avec l'importation du concept en Amérique latine, où le terme néolibéral fut de plus en plus employé de manière péjorative et dans le sens d'un ultra-libéralisme⁸⁵. « Avec les années 1980, non seulement le néolibéralisme en Amérique latine est devenu un terme aux connotations négatives employés principalement par les critiques des réformes libérales, mais il a aussi changé de sens, passant d'une version modérée à une forme fondamentaliste du libéralisme⁸⁶. » La cause de ce retournement réside bien entendu en partie dans la politique libérale mise en place au Chili par Pinochet à partir de 1975. En 1955, l'Université de Chicago avait conclu un accord d'échange avec l'université catholique du Chili, lui permettant d'y envoyer ponctuellement ses professeurs et d'accueillir en retour quelques doctorants, qu'elle forma à l'approche néoclassique, notamment par l'intermédiaire de Milton Friedman et d'Arnold Harberger. De retour au Chili au début des années 1960, ces jeunes docteurs en économie, convertis au libéralisme néoclassique, avaient diffusé la doctrine dans les médias et à travers divers *think tanks*⁸⁷, sans jamais utiliser le mot néolibéralisme. Ces docteurs furent les principaux artisans des réformes libérales mises en place par Pinochet à partir d'avril 1975 : réduction des dépenses publiques et des impôts ; ouverture de l'économie ; fin du contrôle des prix ; création d'une banque centrale autonome ; privatisation de la plupart des entreprises publiques ; capitalisation du régime des retraites ;

University of Chicago Press, 1960, rééd. London, Routledge, 2007, p. 352.

⁸³ Certains témoignages rapportent même que l'économiste utilisait couramment le terme dans ses discussions. Walter Block, Edward Feser et Leonard Liggio nous ont tous trois rappelé ce point, que confirme Daniel Klein, professeur d'économie à George Mason University : « Tout en continuant à employer le terme "libéral", Hayek en est venu à employer couramment le terme "libertarien" », Daniel B. KLEIN, « Mere Libertarianism: Blending Hayek and Rothbard », in *Reason Papers*, Volume 27, automne 2004, p. 34.

⁸⁴ Friedrich A. HAYEK, *Law, Legislation and Liberty*, Volume III, *Political Order of a Free People*, London, Routledge and Kegan Paul, 1979; trad. fr. R. Audouin, *Droit, législation et liberté*, Tome III, *L'ordre politique d'un peuple libre*, Paris, PUF, « Quadrige », 1983, p. 98-99.

⁸⁵ Dans les années 1960, le terme de néolibéralisme fait son apparition en Amérique latine. Certains intellectuels libéraux, admiratifs du « miracle allemand » accompli par le chancelier Erhard, empruntent l'étendard aux théoriciens allemands de l'ordo-libéralisme. Comme le notent Taylor C. Boas et Jordan Gans-Morse, dans les articles académiques parus entre 1963 et 1973, en particulier au Chili, le terme néolibéralisme y trouve son sens ordolibéral originel d'un libéralisme modéré et plutôt interventionniste. Ce n'est que vers la fin des années 1970 que le terme change de plume, et de sens, pour n'être plus qu'employé que par ses contempteurs dans le sens d'un ultralibéralisme borné.

⁸⁶ *Ibidem*, p. 149.

⁸⁷ Voir Marcello POLLACK, *The New Right in Chile, 1973-1997*, New York, Saint Martin's Press, 1999 et Juan Gabriel Vadés, *Pinochet's Economists: The Chicago School Economics in Chile*, New York, Cambridge University Press, 1995. Voir aussi deux articles en français récents: Olivier IHL, « *Objektividad de estado*. Sur la science de gouvernement des *Chicago Boys* dans le Chili de Pinochet », in *Revue internationale de politique comparée*, Volume 19, Numéro 3, 2012, p. 67-88 ; Daniel MANSUY HUERTA, « Les intellectuels libéraux au sein d'un régime autoritaire : Le cas chilien », in François HOURMANT et Arnauld LECLERC, *Les Intellectuels et le pouvoir*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, p. 251-265.

privatisation du système de santé. C'est alors que le terme « néolibéral » fut employé par les adversaires du régime militaire, pour qualifier les politiques inspirées de la pensée monétariste de l'école de Chicago. L'assemblage inédit, cautionné par Milton Friedman et Friedrich Hayek⁸⁸, d'une dictature politique et d'une économie libérale aura en outre pour conséquence d'ajouter au rapetissement de la pensée néolibérale, désormais réduite à n'être plus que ce cet économisme qu'un Röpke ou qu'un Hayek craignait tant. Oblitéré de toute dimension politique, le néolibéralisme n'est plus, à l'orée des années 1980, qu'une technique économique radicale. Le mot néolibéralisme gardera les stigmates de sa carrière en Amérique latine. L'essoreuse sud-américaine rendit en effet au monde un habit néolibéral à la fois rétréci (n'affublant plus que les *Chicago Boys*), étriqué (ne désignant désormais que le versant économique de la doctrine) et copieusement abîmé (son emploi étant devenu l'apanage de ses contradicteurs). Dans les années 1980 et 1990, il fédèrera contre lui tous ses ennemis, de la gauche altermondialiste à la droite conservatrice⁸⁹. Il nous semble toutefois que la crise économique et financière depuis 2008 introduit une rupture invitant à réinterroger le sens de la catégorie néolibérale.

Le néolibéralisme face à la crise

Pierre Dardot et Christian Laval ont raison de souligner, en introduction de leur ouvrage *La Nouvelle Raison du Monde*, qu'il ne faudrait pas se tromper dans le diagnostic face à la crise : « Nous n'en avons pas [encore] fini avec le néolibéralisme⁹⁰ ». Dissimulant mal leur optimisme réjoui, certains en effet, à l'instar de Joseph E. Stiglitz, crurent opportun d'annoncer « la fin du néolibéralisme⁹¹ », trop heureux de pouvoir reproduire le geste funeste d'illustres prédécesseurs comme John M. Keynes en 1926⁹² ou encore Karl Polanyi⁹³ au lendemain de la seconde guerre mondiale. Bien qu'il soit sans doute trop tôt pour mesurer toutes les conséquences de la crise économique et financière sur le mouvement néolibéral, il semble que celle-ci est susceptible d'accentuer les divergences parmi ces présumés partisans et de conduire à une nouvelle scission. Pour le démontrer, nous tâcherons d'observer les réactions contrastées face à l'évènement des auteurs qui sont supposés incarner un néolibéralisme désormais synonyme d'ultralibéralisme. Il s'agit en d'autres termes de s'intéresser à la manière dont les « Autrichiens » et les Chicago boys se positionnent face à la crise économique et financière. Si l'on trouve quelques convergences⁹⁴ dans le diagnostic

⁸⁸ Dans un entretien donné à *El Mercurio* le 12 avril 1981, Hayek confiait en effet préférer « un dictateur libéral à un gouvernement démocratique sans libéralisme », Friedrich Hayek, cité dans Daniel MANSUY HUERTA, « Les intellectuels libéraux au sein d'un régime autoritaire : Le cas chilien », in François HOURMANT et Arnauld LECLERC, *Les Intellectuels et le pouvoir*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, p. 264. Milton Friedman abondera dans ce sens, en écrivant que « Si la liberté économique est la condition nécessaire à la liberté civile et politique, et aussi désirable que puisse être cette dernière, la réciproque n'est pas vraie », Milton FRIEDMAN, *Capitalism and freedom*, Chicago, The University of Chicago Press, 1962; trad. fr. A. M. Charno, *Capitalisme et liberté*, Paris, Robert Laffont, 1971, p. 38.

⁸⁹ Parmi les évolutions qu'a connues la mouvance, on peut ajouter que ce que nous avons exagérément appelé l'école de Paris s'est en partie dissoute. En effet, le groupe des nouveaux économistes fondé en 1977 par Jacques Garezzo, rassemblant notamment Florin Aftalion, Henri Lepage, Jean-Jacques Rosa et Pascal Salin, et qui fut dans un premier temps acquis à la pensée néoclassique, s'est peu à peu converti au paradigme autrichien.

⁹⁰ Pierre DARDOT & Christian LAVAL, *La Nouvelle raison du monde*, Paris, La Découverte, 2009, p. 5.

⁹¹ Joseph E. STIGLITZ, « The End of Neo-liberalism? », in *Project Syndicate*, 7 juillet 2008.

⁹² John M. KEYNES, « The End of Laissez-Faire », in *Hogarth Press*, juillet 1926.

⁹³ Karl Polanyi rend à son tour son autopsie en concluant, en 1944, à « la mort du libéralisme », Voir K. POLANYI, *La Grande transformation*, Paris, Gallimard, 1983, trad. de 1944.

⁹⁴ En ce qui concerne la crise liée au logement, et plus précisément aux subprimes, les libéraux sont unanimes pour dénoncer l'attitude du gouvernement américain qui aurait déresponsabilisé les banques. Les libéraux font à ce titre remarquer que les deux grands pourvoyeurs de crédits « subprime », Fannie May et Freddie Mac bénéficiaient de garanties étatiques privilégiées qui les ont conduits à prendre des risques très excessifs. Il y

apporté par les deux écoles face à la crise, celle-ci révèle davantage les divergences entre elles.

Il faut tout d'abord faire remarquer que, face à la crise, les *Chicago Boys* se trouvent être dans le plus grand embarras, et ce pour deux raisons. La première est qu'ils n'ont pas vu la crise venir⁹⁵. La seconde raison est que les économistes néoclassiques ne peuvent critiquer qu'à la marge un système monétaire que leur doctrine a en partie inspiré. Ils n'ont certes pas manqué de souligner les effets pervers de certaines intrusions de l'Etat dans l'économie. Mais leur critique du système en place ne peut guère aller plus loin. Beaucoup ont ainsi dû battre leur coulpe. Le premier convoqué au purgatoire fut l'ancien directeur de la banque centrale américaine qui, lors d'une audition devant une commission parlementaire le 23 octobre 2008, confessa s'être trouvé « plongé dans un grand désarroi » après avoir « trouvé une faille dans l'idéologie capitaliste⁹⁶ ». Gary Becker, sur son blog, après avoir reconnu qu'il avait « grandement sous-estimé la sévérité de la crise financière », conclut qu'une « intervention substantielle était justifiée pour éviter un effondrement à court terme du système financier⁹⁷ ». Enfin, Richard Posner est sans doute celui qui s'est livré à la plus spectaculaire palinodie. Dans un livre publié en mai 2009, il imputa la responsabilité de la crise au marché, et non au gouvernement, et appela à son tour l'Etat à intervenir davantage : « Ce que la crise nous a appris, c'est que nous avons besoin d'un gouvernement plus actif et plus intelligent afin de maintenir sur les rails notre modèle d'économie capitaliste⁹⁸. » En septembre, il confessa sa conversion à l'interventionnisme dans un article intitulé « Comment je suis devenu keynésien », dans lequel il présenta la *Théorie générale* de son nouveau mentor comme le « meilleur guide que nous ayons face à la crise⁹⁹ ». Les néoclassiques ont ainsi préconisé une intervention massive de l'Etat pour éviter que les marchés financiers ne s'effondrassent. Beaucoup se sont ainsi autorisés de la fameuse thèse de Milton Friedman et Anna Schwartz selon laquelle la Réserve fédérale aurait dans les années 1930 mené une politique monétaire exagérément déflationniste qui aurait aggravé considérablement les effets de la crise, alors qu'elle aurait dû, pour sauver le système en place, maintenir ses taux directeurs à un niveau beaucoup plus bas pour réamorcer la pompe du crédit¹⁰⁰. Ainsi Gary Becker rappela dès

aurait ainsi eu une privatisation du profit et une mutualisation du risque. Tous les libéraux, sans exception, dénonce ainsi le fameux *Community Reinvestment Act*, voté en 1977 et renforcé dans les années 1990, qui, en obligeant les banques à prêter à des ménages qui risquaient de devenir insolubles, aurait désresponsabilisé les acteurs de la chaîne du crédit. Beaucoup dénoncent également les politiques de relance du gouvernement, le principe du « Too Big to Fail » qui aurait aussi des effets pervers, des *moral hazards*. Parmi les critiques néoclassiques de cette politique, voir David FRIEDMAN, « The Current Financial Mess », note postée le 25 septembre 2008, [http://davidfriedman.blogspot.com/2008_09_01_archive.html].

⁹⁵ M. Friedman pouvait par exemple déclarer en 2006 que « jamais le système de la réserve fédérale n'a fonctionné aussi bien dans une période de longueur comparable » (Milton FRIEDMAN, « He Has Set a Standard », in *The Wall Street Journal*, 31 Janvier 2006). Le destinataire de ces louanges, Alan Greenspan, avait deux ans plus tôt, à l'occasion d'une audition devant une commission au Sénat, nié la possibilité d'une crise : « L'idée de l'éclatement d'une bulle et d'une baisse d'un niveau général des prix me semble être [...] hautement improbable » (Alan GREENSPAN, cité dans Shostak F. « Housing Bubble: Myth or Reality? », in *Mises Daily*, 4 mars 2003, [<http://mises.org/daily/1177>]).

⁹⁶ Alan GREENSPAN, audition au Congrès, le 23 octobre 2008, cité dans E. L. ANDREWS, « Greenspan Concedes Error on Regulation », in *The New York Times*, 23 octobre 2008.

⁹⁷ Gary BECKER, « The Crisis of Global Capitalism? », in *Becker Posner Blog*, [<http://www.becker-posner-blog.com/2008/09/the-crisis-of-global-capitalismbecker.html>], 21 septembre 2008.

⁹⁸ Richard POSNER, *A Failure of Capitalism: The Crisis of '08 and the Descent into Depression*, Cambridge, Harvard University Press, 2009, p. xii.

⁹⁹ Richard POSNER, « How I became a Keynesian: Second Thoughts in the Middle of a crisis », in *The New Republic*, 23 septembre 2009.

¹⁰⁰ « La Réserve fédérale aurait pu apporter une bien meilleure solution en engageant à grande échelle un marché ouvert d'obligations d'Etat. Cela aurait permis aux banques de disposer de liquidités additionnelles pour satisfaire les demandes de leurs déposants. Cela aurait mis fin à – au du moins réduit de manière significative –

septembre 2008 que ces deux prédécesseurs avaient « montré de manière convaincante [...] que l'augmentation par la Fed des réserves obligatoires pour les banques commerciales au milieu des années 1930 avait contribué à prolonger la crise de 1929¹⁰¹. » En 2002, lors d'une réception organisée à Chicago célébrant les 90 ans de Friedman, le futur Gouverneur de la Fed, Ben Bernanke, considérait que « Friedman n'avait pas d'égal » et qu'il avait « mené l'explication la plus convaincante de la crise de 1929 ». Le panégyrique fut clos par des mots annonçant la politique de bas taux qu'il mènerait six ans plus tard : « Je voudrais dire à Milton et Anna que, en ce qui concerne la crise de 1929, vous avez raison, nous [les membres de la Fed] avons été responsables. Et nous en sommes profondément désolés. Mais grâce à vous, nous ne recommencerons plus¹⁰² ». Où l'on voit que les néoclassiques se présentent aujourd'hui comme les agents de maintenance du système monétaire en place¹⁰³, qu'ils ne sont pas en position de critiquer dans son ensemble.

Les tenants de l'école autrichienne se trouvent quant à eux dans une situation plus confortable, la crise rendant leurs idées plus audibles. Il faut tout d'abord remarquer que, à l'inverse des économistes néoclassiques, les économistes autrichiens annoncent depuis maintenant plus de dix ans la crise actuelle¹⁰⁴. Le plus visible de ces Cassandre aux accents autrichiens fut le représentant du Texas Ron Paul, bien avant sa retentissante campagne pour les primaires Républicaines de 2008¹⁰⁵. Au-delà de l'éclatement imminent d'une crise des *subprimes*, les économistes autrichiens ont dénoncé de manière plus générale l'existence d'une banque centrale pouvant aisément manipuler une monnaie fiduciaire ne s'appuyant sur aucune contrepartie métallique. La politique d'expansion de la masse monétaire menée par la Réserve fédérale américaine et son directeur Alan Greenspan aurait en effet inondé les marchés financiers de liquidités, envoyé des signaux de marché faussés aux acteurs et encouragé ce que Hayek appelle des mal-investissements, soit des investissements qui

la vague de faillites bancaires et empêché le public tenté de convertir ses dépôts en liquidités de réduire la quantité de monnaie. Malheureusement, les actions de la Fed ont été hésitantes et faibles » Milton et Rose FRIEDMAN, *Free to Choose: A Personal Statement*, New York, Mariner Books, 1990, p. 83.

¹⁰¹ Gary BECKER, « The Financial Crisis II », in *Becker Posner Blog*, [<http://www.becker-posner-blog.com/2008/09/the-financial-crisis-ii-becker.html>], 28 septembre 2008.

¹⁰² Ben BERNANKE, Discours en l'honneur de Milton Friedman, Chicago, le 8 novembre 2002, [<http://www.federalreserve.gov/BOARDDOCS/SPEECHES/2002/20021108/default.htm>]. Voir aussi Ben Bernanke, *Essays on the Great Depression*, Princeton, Princeton University Press, 2004, p. 7.

¹⁰³ Il faut toutefois reconnaître ici l'émergence, au sein de l'école de Chicago, d'une position plus populiste, à la fois hostile au grand capital et à l'establishment washingtonien, à la suite de la publication en 2003, par R. G. Rajan et L. Zingales du livre intitulé « Sauver le capitalisme des capitalistes », R. G. RAJAN & L. ZINGALES, *Saving Capitalism from the Capitalists. How Open Financial Markets Challenge the Establishment and Spread Prosperity to Rich and Poor Alike*, Londres, Random House, 2004. Cette attitude fait toutefois figure d'exception.

¹⁰⁴ Dès le début des années 2000, lorsque la Fed commença à baisser ses taux directeurs, on peut trouver sur le site du Mises Institute qui héberge les principales publications des penseurs autrichiens, de nombreuses contributions annonçant explicitement la crise à venir. Voir notamment R. BLUMEN, « Fannie Mae Distorts Markets », in *Mises Daily*, 17 juin 2002, [<http://mises.org/daily/986>] ; F. SHOSTAK, « Housing Bubble: Myth or Reality? », in *Mises Daily*, 4 mars 2003, [<http://mises.org/daily/1177>] ; Ch. MAYER « The Housing Bubble », in *The Free Market*, Volume 23, Numéro 8, août 2003, [http://mises.org/freemarket_detail.aspx?control=450]; M. THORNTON, « Housing : Too Good to Be True », in *Mises Daily*, 4 juin 2004, [<http://mises.org/daily/1533>].

¹⁰⁵ Dès 2003, il prévint devant la Chambre des représentants des dangers imminents d'un éclatement de la bulle immobilière : « Comme toutes les bulles artificiellement créées, la hausse des prix de l'immobilier ne peut pas durer éternellement. Quand les prix des maisons vont chuter, les propriétaires vont éprouver des difficultés car leur capital va se trouver anéanti. En outre, les détenteurs de ces prêts hypothécaires vont aussi connaître une perte. [...] Le Congrès devrait agir pour libérer les contribuables de ce fardeau, et ce avant que la bulle n'éclate et que ces derniers ne se trouvent à nouveau contraints de renflouer des investisseurs induits en erreur par d'imprudentes interférences étatiques sur le marché. » (Ronald PAUL, « Fannie Mae and Freddie Mac Subsidies Distort the Housing Market », Discours à la Chambre des représentants le 10 septembre 2003, [http://paul.house.gov/index.php?option=com_content&task=view&id=258&Itemid=60]).

n'auraient pas été faits dans les conditions normales du marché. Ces mal-investissements s'accumulant auraient formé une bulle financière se nourrissant d'endettements risqués et créant un déséquilibre des structures de production et des structures des prix qui se seraient anormalement déplacées vers des marchés de biens et de capitaux dont le prix augmentent plus vite que les marchés des biens de consommation. Une politique monétaire expansionniste a alors pour effet de détruire l'information véhiculée par les prix, d'encourager des gaspillages de ressources en direction de certains secteurs de production. Rothbard emploie ainsi une métaphore parlante. Les booms qui précèdent toujours la crise sont des périodes d'ivresse où les agents économiques s'enivrent des liquidités abondantes que lui sert gracieusement la FED, mais vient toujours la phase de dégrisement, la gueule de bois de la crise et une cure pénible, mais nécessaire, de désintoxication¹⁰⁶.

Les recommandations des deux écoles pour faire face à la crise sont ainsi diamétralement opposées. Les néoclassiques demandent à ce qu'on sauve le système en rétablissant le circuit du crédit et en recapitalisant les banques. Or, le problème que soulignent les Autrichiens est qu'il ne s'agit pas d'un problème global, mais un problème de structures sectorielles. A ceux qui souhaitent « réamorcer la pompe » à travers des politiques monétaires expansionnistes, les penseurs autrichiens répondent que l'économie mondiale n'est pas faite d'une seule pompe, mais de milliards de petites pompes dont on a exagérément augmenté le débit de certaines, et dont il faut souhaiter qu'elles se rééquilibrent toute seule. Les Autrichiens proposent ainsi une véritable politique du laissez-faire visant à liquider les mal-investissements. C'est la solution qu'envisageait déjà Hayek en 1933: « Au lieu d'accepter la liquidation inévitable des mal-investissements encouragés par le boom au cours des trois dernières années, tous les moyens imaginables ont été utilisés pour empêcher que ce réajustement se fasse; [...] Combattre la dépression par une expansion forcée du crédit revient à tenter de soigner le mal en ayant recours aux moyens qui l'ont créé »¹⁰⁷. La crise devrait ainsi inciter les facteurs de production inemployés dans les secteurs les plus touchés par la crise à se déplacer vers d'autres secteurs. Comme l'écrit Pascal Salin, « la crise joue le rôle nécessaire de rétablir les équilibres en revenant vers les structures productives qui auraient prévalu en l'absence de l'instabilité d'origine monétaire et en rétablissant des structures de prix qui ne soient pas faussées par les illusions de la distribution de crédits illusoires¹⁰⁸. » Dans la perspective autrichienne, la crise n'est pas une maladie qu'il faudrait combattre. Elle est une guérison qui ramène le système économique à la raison. La crise devrait ainsi jouer un rôle d'assainissement. Et le gouvernement ne devrait rien faire qui entrave ce processus de réajustement. Pour reprendre la célèbre expression de De Maistre au sujet de ce que devait être pour lui la Contre-Révolution¹⁰⁹, on peut dire que, pour les Autrichiens, le libéralisme ne doit pas être un interventionnisme contraire, mais le contraire de l'interventionnisme.

¹⁰⁶ On retrouve aujourd'hui cette métaphore chez les continuateurs de Rothbard. Par exemple chez Peter Schiff : « Le Président Bush a dit dans l'un de ses discours que "Wall Street était ivre". Et il avait raison, ils étaient bien ivres. [...] Mais ce qu'il n'a pas noté, c'est d'où leur vient tout l'alcool. » Pour les économistes autrichiens, l'alcool vient de la FED. Peter SHIFF, « Why the Meltdown Should Have Suprised No One », in *Mises Daily*, 12 juin 2009, [<http://mises.org/daily/3493>]. Pour une critique de cette théorie, voir Paul KRUGMAN, « The Hangover Theory: Are recessions the inevitable payback for good times? », *Slate*, 4 décembre 1998.

¹⁰⁷ Friedrich A. HAYEK, *Monetary Theory and the Trade Cycle*, New York, Sentry Press, 1933, p.18-19.

¹⁰⁸ P. Salin, *Revenir au capitalisme*, op. cit., p. 176.

¹⁰⁹ « Le rétablissement de la monarchie, qu'on appelle contre-révolution, ne sera point une révolution contraire, mais le contraire de la révolution. » Joseph de MAISTRE, *Considérations sur la France* in *Œuvres complètes de Joseph de Maistre*, Volume I, Lyon, Librairie générale catholique et classique, 1891, p. 157.

L'idéologie et l'utopie

Pour mieux comprendre ces réactions contrastées, il nous semble fructueux de mobiliser la célèbre distinction de Paul Ricœur entre idéologie et utopie¹¹⁰. Pour le philosophe français, l'utopie remplit d'abord une double fonction positive de distanciation (par l'exploration du possible) et de subversion (par une sape de l'autorité existante), puis une fonction négative de fuite, de rupture entre le présent et le futur. Ricœur oppose ainsi l'utopie à l'idéologie qu'il définit aussi à travers trois fonctions : la dissimulation ou la distorsion de l'ordre existant, la légitimation du pouvoir en place et l'intégration du groupe par un ensemble de médiations symboliques. Là où, nous dit Ricœur, l'idéologie dissimule, légitime et intègre, l'utopie explore, subvertit et rompt. Il est ici frappant de constater que Hayek oppose son projet d'utopie libérale à ce qu'est devenu le libéralisme exactement de la même manière que Ricœur distingue l'utopie et l'idéologie. Hayek écrit par exemple ceci : « Ce dont nous manquons, c'est d'une Utopie libérale, un programme qui ne serait ni une simple défense de l'ordre établi, ni une sorte de socialisme dilué, mais un véritable radicalisme libéral qui n'épargne pas les susceptibilités des puissants (syndicats compris), qui ne soit pas trop sèchement pratique, et qui ne se confine pas à ce qui semble politiquement possible aujourd'hui¹¹¹ ». On peut ainsi, à la lueur de cette distinction, repérer, d'un côté, un libéralisme idéologique œuvrant à la défense du pouvoir en place et à la préservation de l'ordre établi et, de l'autre côté, un libéralisme utopique, subversif et visionnaire, d'opposition au pouvoir et d'exploration d'un autre possible. La crise a eu pour effet d'exacerber la divergence et d'ainsi révéler cette polarisation. Alors que les néoclassiques, qui endossent le costume d'idéologues, en appellent à une intervention massive de l'État pour sauver ce qui peut l'être d'un système dont ils sont en partie responsables, les Autrichiens, prenant le point de vue de l'utopie, entendent bouleverser l'ordre existant en mettant à distance une réalité qu'ils accusent de ne pas avoir été suffisamment libérale, en appréhendant autrement dit avec étrangeté un système économique auquel ils proposent de substituer, au-delà du possible immédiat, un système complètement dérèglementé et soustrait à la férule des banques centrales et aux ingérences des gouvernements. La crise a contraint les premiers à une expiation modératrice et conforté les seconds dans leur radicalisme.

Il est à noter que l'une des principales lignes de fracture entre les deux mouvances qui travaillent aujourd'hui le mouvement néolibéral est celle qui divise les partisans de ce qu'on pourrait appeler un libéralisme perfectionniste, ou maximaliste, et un libéralisme pluraliste, ou minimaliste¹¹², et qui recoupe un axe, plus politique, entre une tendance conservatrice et une autre plus libertarienne. Les premiers, qui se positionnent du côté idéologique de la barricade que nous avons dressée, entendent instaurer un cadre destiné à orienter le comportement des individus dans un sens déterminé. Ce sens peut-être de deux ordres. Chez les néoclassiques, il consiste en davantage de rationalisme. Les études foucaldiennes ont ici très bien montré comment l'économie néoclassique définissait un mode de gouvernementalité visant à plier le comportement des individus vers davantage de rationalité. Dans le sillage de la pensée de Bentham – dont Friedman se réclame parfois – et dans une veine manifestement utilitariste – qu'il ne dissimule pas – les néoclassiques s'emploient à faire que les individus agissent conformément à une norme, et deviennent, selon la formule consacrée, des « entrepreneurs d'eux-mêmes ». L'ambition sous-jacente ici est de faire en sorte que les individus, devenant le

¹¹⁰ Paul RICŒUR, *L'idéologie et l'utopie*, Paris, Seuil, 2005 [1986].

¹¹¹ Friedrich A. HAYEK, « Les intellectuels et le socialisme » (1949), in *Studies in Philosophy Politics, Economics*, London, Routledge and Kegan Paul, 1967, trad. fr. Ch. Piton, *Essais de philosophie, de science politique et d'économie*, Paris, Les Belles Lettres, 2007, p. 292.

¹¹² Cette distinction s'inspire de celle élaborée par Ruwen Ogien, quoique nous ne l'appliquerons qu'au domaine politique, quand le philosophe français souhaite la généraliser à l'éthique. Ruwen OGIEN, *L'Éthique aujourd'hui : Maximalistes et minimalistes*, Paris, Folio, 2007.

plus utiles à eux-mêmes, soient le plus utiles à la société. Les ordolibéraux partagent aussi cette ambition que l'ordre politique encourage certains types de comportements jugés souhaitables, mais dans un sens très différent, élevant l'individu à davantage de vertu. Pour Röpke par exemple, l'intervention de l'Etat n'est pas simplement attendue pour maintenir une situation de concurrence : elle doit aussi viser à entretenir les valeurs communes et à y intégrer chaque individu. « La vie économique ne se déroule naturellement pas dans un vide moral. Elle est plutôt constamment en danger de perdre la situation éthique moyenne, si elle n'est pas supportée par de forts soutiens moraux, qui existent et qui doivent être continuellement protégés contre le pourrissement. Sinon, un système d'économie libre devra nécessairement périr et avec lui l'organisation de l'Etat et de la société¹¹³. » Autrement dit, l'ordre libéral présuppose l'existence de valeurs partagées qu'il encourage en retour. Plus loin, Röpke prolonge son registre des vertus libérales, qu'il n'hésite d'ailleurs pas à qualifier de « bourgeoises » : « Discipline personnelle, sens de la justice, honnêteté, fair-play, esprit chevaleresque, modération, esprit civique, respect de la dignité de l'homme, tout cela est ce que les hommes doivent apporter avec eux lorsqu'ils viennent sur le marché et s'affrontent dans la concurrence. Toutes ces qualités sont le soutien indispensable du marché et de la concurrence qu'elles protègent de la dégénérescence. Famille, Eglise, communautés véritables doivent en être pourvues. Les hommes doivent aussi grandir dans des conditions qui favorisent de telles convictions morales, dans les conditions d'un ordre naturel favorisant le travail en commun, respectant la tradition et intégrant l'individu. Propriété, épargne et désir de les mettre en pratique sont des parties essentielles d'un tel ordre. Si nous avons plus haut qualifié cet ordre de "bourgeois", il est bien la fondation sur laquelle l'éthique de l'économie de marché doit reposer. Il doit de la même façon encourager l'indépendance et le sens de la responsabilité de l'individu ainsi que l'esprit bourgeois, *l'esprit civique*, qui le lie à l'ensemble et fixe des limites à son appétit¹¹⁴. » Bref, le néolibéralisme monétariste souhaite secréter de *l'homo oeconomicus* ; l'ordolibéralisme, du « bourgeois ». Ces perspectives maximalistes, qui remplissent parfaitement la fonction idéologique d'intégration des individus à leur communauté, sont très éloignées des visions de l'aile utopiste qui campent plus volontiers un néolibéralisme minimaliste. Dans *La Route de la servitude*, Hayek rappelle en effet que tout projet socialiste suppose « l'organisation des travaux de la société en vue d'un but social déterminé », « souvent désigné d'un terme vague comme : "bien commun", ou "bien-être général" ou "intérêt général"¹¹⁵. » Pour Hayek, ce bien-être ne « saurait être défini comme une fin unique, mais comme une hiérarchie de fins, une échelle complète de valeurs où chaque besoin de chaque individu reçoit sa place. » Il en résulte que « diriger toutes nos activités conformément à un plan unique présuppose [...] l'existence d'un code éthique complet où toutes les valeurs humaines sont mises à leur place légitime¹¹⁶ ». Le problème, poursuit Hayek, est qu'un « tel code complet n'existe pas¹¹⁷. » La raison en est que « les échelles de valeurs ne peuvent exister que dans l'esprit des individus¹¹⁸ ». Il en résulte qu'il faut laisser chaque individu « libre de se conformer à ses propres valeurs plutôt qu'à celles d'autrui¹¹⁹ ». Dans la troisième partie de son maître ouvrage, Nozick défend quant à lui l'idée que le meilleur modèle de société doit être conçu afin de faire coexister toutes les utopies

¹¹³ Wilhelm RÖPKE, *Jenseits von Angebot und Nachfrage*, Erlenbach-Zürich, Eugen Rentsch Verlag, traduction française *Au-delà de l'offre et de la demande*, Paris, Les Belles Lettres, 2009, p. 179.

¹¹⁴ *Ibidem*, p. 181.

¹¹⁵ Friedrich A. HAYEK, *La Route de la servitude*, *op. cit.*, p. 47.

¹¹⁶ *Ibidem*, p. 48.

¹¹⁷ *Idem*.

¹¹⁸ *Ibidem*, p. 49.

¹¹⁹ *Idem*. On retrouve ici la célèbre maxime de John Stuart Mill, pour qui « l'humanité gagnera davantage à laisser chaque homme vivre comme bon lui semble qu'à le contraindre à vivre comme bon semble aux autres. » John Stuart MILL, *De la liberté*, Paris, Folio « Essais », 1990, trad. Fr. L. Lenglet, *On Liberty*, 1859, p.79.

imaginables, c'est-à-dire les meilleurs mondes possibles définis par des individus très différents¹²⁰. Chadran Kukathas a récemment repris le schéma nozickéen en imaginant un « archipel libéral » dans lequel coexisteraient « différentes communautés opérant dans un océan de tolérance mutuelle¹²¹ ».

Pour conclure cette première partie, il faut souligner que le sens du mot néolibéralisme n'est pas stable, et dépend fortement de son contexte d'énonciation. On peut résumer les évolutions du terme néolibéral en quatre grandes étapes. 1) A ses débuts, dans les années 1930, le mot néolibéralisme désigne strictement la pensée ordolibérale allemande. 2) A partir de 1938, et jusqu'à la fin des années 1960, il se généralise pour fédérer des pensées très hétérogènes autour d'un projet collectif de rénovation du libéralisme. 3) A partir des années 1970, la bannière change étrangement de mains. Le sens du mot se restreint pour désigner l'« ultralibéralisme » économique des néoclassiques et des Autrichiens qui, refusant l'étiquette, abandonnent son emploi à ses adversaires. 4) Une quatrième étape nous semble se dessiner avec la crise depuis la fin des années 2000, où s'opposent les deux branches radicales que le mot néolibéral était supposé rassembler. Cette évolution devrait conduire ou bien à l'abandon du terme néolibéral, désormais vidé de toute détermination, ou bien renouer en partie avec son sens originel d'un libéralisme interventionniste, modéré et travaillant à la sauvegarde de l'ordre établi. De deux choses l'une, en effet :

- Ou bien l'on donne au mot néolibéralisme toute son épaisseur historique en lui assignant une acception suffisamment large pour qu'il embrasse tous les auteurs qui ont, depuis l'entre-deux-guerres, cherché à rénover le libéralisme, mais on doit alors renoncer au sens fort que certains lui donnent. Dans cette perspective, le néolibéralisme ne désigne qu'une coalition négative contrastée, qui avait encore une certaine cohérence lorsqu'aucune de ces idées n'était appliquée, mais qui se trouve aujourd'hui à ce point dispersée que l'on peut raisonnablement douter de la pertinence du terme. Les néolibéraux étaient en effet relativement solidaires lorsqu'il ne s'agissait que de penser un monde encore très éloigné de leur doctrine. Ils se sont dispersés au moment même où ils se sont trouvés en position de le transformer. Depuis qu'une partie des idées néolibérales a quitté l'enceinte de ces laboratoires de réflexion confidentiels, le mot a en fait perdu toute détermination.

- Ou bien on renonce à son histoire, en lui donnant le sens d'un libéralisme intervenant, en rupture avec le laissez-faire, mais il faut alors en tirer toutes les leçons et n'employer le terme que pour désigner les pensées des libéraux français jusque dans les années 1970, des ordolibéraux et de certains néoclassiques. Mais il faut alors reconnaître que les Autrichiens (y compris Hayek et les quelques libéraux français) et certains néoclassiques ne sont pas des néolibéraux. Cette voix nous paraît la plus pertinente, qui consisterait à distinguer un libéralisme idéologique et un libéralisme utopique. On pourrait ainsi plus sobrement parler de néolibéralisme pour désigner l'idéologie libérale, et de libertarianisme pour parler de l'utopie libérale.

¹²⁰ Nozick constate qu'il n'existe aucun plan de vie qui satisfasse pareillement les gens et qu'aucune forme d'existence ne peut être objectivement considérée comme la meilleure pour tous. C'est pourquoi Nozick propose que l'utopie libertarienne soit « formée d'utopies » (R. NOZICK, *Anarchy, State and Utopia*, New York, Basic Books, 1974; trad. fr. E. D'Auzac de Lamartine et P.E Dautzat, *Anarchie, État et Utopie*, Paris, PUF, « Libre échange », 1988, p. 380). Le système qu'il projette se présente ainsi comme une méta-utopie, dont l'attrait serait de savoir faire cohabiter des utopies concurrentes et variées : « L'utopie est méta-utopie : l'environnement dans lequel les expérimentations utopistes ont pu être essayées ; l'environnement qui doit, jusqu'à un certain point, être d'abord réalisé si on doit réaliser de façon stable des visions utopistes plus particulières » (*Ibid.*, p. 381). L'utopie libertarienne apparaît dès lors comme la condition de compossibilité de toutes les autres utopies.

¹²¹ Chadran KUKATHAS, *The Liberal Archipelago. A Theory of Diversity and Freedom*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 8.

2. LA CIRCULATION DES IDEES : LES USAGES INTELLECTUELS DU NEOLIBERALISME

Le deuxième axe de notre enquête se propose d’appréhender la circulation des idées néolibérales à travers la manière dont les intellectuels ont théorisé leur stratégie de diffusion. Nous aimerions montrer ici comment une sociologie attentive au sens que les intellectuels néolibéraux ont communiqué à leur conduite permet d’éclairer sous un nouveau jour les entreprises de transmission de leur pensée. Il s’agira également de montrer comment la manière qu’ils ont eu de penser le néolibéralisme a orienté la façon qu’ils ont eu de le diffuser et comment la nature de leurs idées a en quelque sorte borné le champ de leur action.

On peut partir de la typologie des intellectuels proposée par Seymour Martin Lipset et Asoke Basu, qui entend s’inscrire en faux avec « les analystes qui se targuent d’expliquer les diverses productions de l’esprit, exclusivement ou essentiellement en termes de déterminations existentielles, comme des réponses à des intérêts et des affiliations¹²² ». Les deux sociologues dressent une typologie des rôles de l’intellectuel à partir du croisement de deux oppositions, l’intelligence contre l’intellect, et l’intégration contre l’innovation. La première opposition fait écho aux travaux de Richard Hofstadter et Lewis A. Coser, qui distinguent l’intelligence du savant, à savoir son intérêt pragmatique pour le monde extérieur, et l’intellect de l’intellectuel, renvoyant à une forme de détachement spéculatif vis-à-vis de l’expérience immédiate.¹²³ » Lipset et Basu ajoutent à cette distinction une dichotomie originale, opposant l’intégration et l’innovation, autrement dit le choix entre la participation au pouvoir et le combat contre ce dernier. En croisant les deux oppositions, ils aboutissent à la typologie suivante :

	INTELLECT	INTELLIGENCE
INNOVATEUR	Le prophète ¹²⁴ (<i>Gatekeeper</i>)	Le moraliste (<i>Moralist</i>)
INTEGRATEUR	L’idéologue ¹²⁵ (<i>Preserver</i>)	L’expert ¹²⁶ (<i>Caretaker</i>)

2.1. LE PROPHETE

Le prophète serait ici le prototype de l’intellectuel, dont le rôle consiste à mettre l’emphase sur l’intellect et l’innovation, autrement dit à se montrer à la fois créatif et politiquement aliéné¹²⁷. Les deux sociologues empruntent sciemment le concept à Max

¹²² Seymour Martin LIPSET & Asoke BASU, « Des types d’intellectuels et de leurs rôles politiques », in *Sociologie et Sociétés*, Volume 7, Numéro 1, 1975, p. 63

¹²³ La meilleure définition de cette distinction peut être mise au crédit de Hofstadter, qui écrit : « L’intelligence est une excellence de l’esprit qui trouve son emploi dans un champ étroit, immédiat et prédictible ; c’est une qualité éminemment pratique, qui manipule et s’adapte... l’une des plus éminentes, des plus précieuses vertus de l’animal. L’intelligence fonctionne dans les limites posées par des buts clairement énoncés [...] L’intellect, par ailleurs, présente le côté critique, créateur et contemplatif de l’esprit. Alors que l’intelligence cherche à saisir, manipuler, réordonner, ajuster, l’intellect examine, pèse, interroge, théorise, critique, imagine. L’intelligence saisira le sens immédiat d’une situation et l’évaluera. L’intellect évalue les évaluations, et recherche les sens des situations dans un ensemble. » (HOFSTADTER R., *Anti-intellectualism in American Life*, New York, Vintage Books, 1962, p. 25).

¹²⁴ François Peraldi traduit ici *Gatekeeper* par « Gardien du Seuil ». Nous préférons la traduction par « prophète » suggérée par Gérard LECLERC, *Sociologie des intellectuels*, Paris, PUF « Que sais-je? », 2003, p. 19

¹²⁵ François Peraldi traduit ici par « Protecteur », nous lui préférons encore « idéologue », qui fait écho à la distinction établie par Ricœur entre utopie et idéologie.

¹²⁶ F. Peraldi traduit par « conservateur », Leclerc par « expert ». La première traduction nous paraît peu convenir, au sens où les conservateurs s’avèrent plus proches du rôle que Lipset et Basu attribuent à l’idéologue (*preserver*).

¹²⁷ Lipset et Basu parlent toutefois en termes de tendances et d’idéaux-types, et reconnaissent la possibilité pour

Weber, qui voyait dans le prophète un individu donneur de sens clarifiant les avenir incertains (usage de l'intellect) et un opposant au pouvoir politique privé de soutien institutionnel (rôle d'innovateur)¹²⁸. En ce sens, le prophète chez Max Weber ne saurait poursuivre d'autres fins que celles qu'il s'est lui-même fixées. Sa posture innovante, ou critique, se distingue de celle du moraliste dans sa capacité intellectuelle à imaginer un modèle idéal alternatif. Ce rôle de prophète a très clairement été tenu par les défenseurs libertariens d'une utopie libérale, et plus particulièrement les « Autrichiens ». La description offerte par Hayek de l'intellectuel reprend très précisément les deux dimensions, innovatrice et intellectuelle, isolées par Lipset et Basu. Hayek conçoit en effet le rôle de l'intellectuel comme « une fonction caractéristique, qui n'est ni celle du penseur, ni celle de l'érudit, ni celle du spécialiste dans tel domaine de la pensée. L'intellectuel type peut n'être aucun de ceux-ci : il n'a pas besoin d'avoir une connaissance spécialisée dans quelque discipline que ce soit, pas plus qu'il n'a besoin d'être particulièrement *intelligent*, pour accomplir son rôle d'intermédiaire dans la propagation des idées. Ce qui le rend apte à son métier est le grand nombre de sujets sur lesquels il est capable d'écrire et de discourir promptement [usage de l'intellect], ainsi qu'une situation ou des habitudes grâce auxquelles il se familiarise avec des idées nouvelles plus rapidement que ceux auxquels il s'adresse [rôle d'innovateur]¹²⁹. » Hayek se plaint ainsi non seulement de ce que le libéralisme ne se présente plus comme une utopie, mais encore de ce qu'il semble ainsi devenu l'apanage de l'expert, sans pouvoir sur la détermination du climat d'opinion que seuls pouvaient alors nourrir les intellectuels socialistes. « Toute l'influence qu'il exerçait, il [le penseur libéral] la devait à sa situation parmi les défenseurs de l'ordre existant, et cette situation, il l'aurait risquée s'il s'était consacré à des spéculations susceptibles de séduire les intellectuels et d'orienter l'évolution sociale sur de longues périodes. S'il voulait peser sur les pouvoirs en place, il se devait d'être "concret", "raisonnable" et "réaliste". Aussi longtemps qu'il se prononçait sur des problèmes immédiats, il était récompensé par une certaine influence, la prospérité matérielle et la popularité auprès de ceux qui partageaient son point de vue général jusqu'à un certain point. Mais ces hommes avaient peu de considération pour la spéculation sur des principes généraux qui formaient le climat intellectuel. En fait, si le libéral se consacrait à de telles réflexions à long terme, il pouvait même se faire la réputation de n'être pas fiable, voire d'être à moitié socialiste, pour la simple raison qu'il refusait d'admettre que l'ordre établi était le système libre dont il rêvait¹³⁰. »

Hayek présente le détail de la stratégie qu'il privilégie dans un texte célèbre publié en 1949, intitulé « Les intellectuels et le socialisme ». Au travers d'une comparaison avec le succès stratégique rencontré par les socialistes, Hayek y invite les libéraux à ne pas négliger l'influence des intellectuels sur la réalité politique, et à modifier en conséquence la nature de leur doctrine. Hayek commence ainsi par observer que le socialisme « n'a jamais, et nulle part, été un mouvement issu de la classe ouvrière¹³¹ » ; il fut d'abord « une construction de théoriciens, issue de certaines tendances de la pensée abstraite, avec laquelle seuls les intellectuels furent pendant longtemps familiers ; et il fallut longtemps – et bien des efforts de la part des intellectuels – avant que la classe ouvrière ne l'adoptât comme programme¹³² ». L'intellectuel, chez Hayek, occupe ainsi une place intermédiaire : il est celui qui assure le

un intellectuel de remplir aussi un rôle d'intégration.

¹²⁸ « Les prophètes, disait par exemple Max Weber, n'assument pas leur mission parce que des hommes les en ont chargé. Cette mission, ils l'usurpent, c'est ce qui les caractérise. » Max WEBER, *Economie et Société*, Paris, Plon, 1971, p. 468

¹²⁹ Friedrich A. HAYEK, « Les intellectuels et le socialisme », art. cit., p. 273. Nous soulignons.

¹³⁰ *Ibidem*, p. 288

¹³¹ Friedrich A. HAYEK, « Les intellectuels et le socialisme », art. cit., p. 272.

¹³² *Idem*.

relais entre le savant et le peuple. Hayek le définit comme « un brocanteur d'idées professionnels¹³³ ». L'erreur de la droite conservatrice, alors unique vecteur de la pensée libérale, aurait été, selon Hayek, de se priver de ces précieux médiateurs en courtisant directement les électeurs : « Que ce soit par préméditation ou par la force des circonstances, ils [les partis de gauche] ont toujours consacré leurs efforts à obtenir le soutien de cette élite, alors que les partis plus conservateurs ont régulièrement, mais sans grand succès, agi selon une conception naïve de la démocratie de masse, en essayant vainement de toucher et de convaincre l'électeur de base¹³⁴. » Aucune pensée, selon Hayek, ne peut prétendre gagner la faveur de l'opinion sans transiter par une élite intellectuelle capable d'en assurer la promotion. En filtrant les idées qui seront admises, les intellectuels créent ce que Hayek appelle un « climat d'opinion » : « Cette perpétuelle sélection parmi les idées qui se présentent crée un climat d'opinion caractéristique, la *Weltanschauung* dominante d'une époque, qui sera favorable à la réception de certaines opinions et imperméable à d'autres, et qui incitera l'intellectuel à accepter une conclusion et à en rejeter une autre, sans réelle intelligence de ses implications¹³⁵. »

2.2. LE MORALISTE

Le moraliste n'usant que de son intelligence, il n'assume qu'un rôle désespérément polémique, incapable de décrire les règles et les institutions qu'il souhaite substituer à celles dont il ne cesse de répéter qu'elles sont mauvaises. Le moraliste serait en somme un prophète sans utopie. Il n'est pas rare de trouver un tel usage de la pensée libérale aujourd'hui, notamment chez le prosélyte. Il s'exprime notamment sous la forme d'un populisme de droite, de résistance à l'impôt et d'hostilité vis-à-vis des pouvoirs publics. Une bonne partie du cortège *Tea Party* au Etats-Unis participe très clairement d'un tel moralisme.

Bien que Rothbard prît soin de définir les contours de l'utopie libertarienne à laquelle il destinait la société, son activité d'intellectuel, et la stratégie qu'il préconisait le placent davantage du côté du moraliste néolibéral. Rothbard commence par reconnaître, à l'unisson de Hayek et de tous les théoriciens libertariens, que la meilleure stratégie à adopter pour faire triompher les idées libertariennes est principalement éducative : « L'éducation devient ainsi la condition nécessaire à la victoire de la liberté, l'éducation sous toutes ses formes, des théories et systèmes les plus abstraits jusqu'aux procédés de marketing susceptibles de susciter l'intérêt de futurs convertis¹³⁶. » Rothbard entend cependant rompre avec ce qu'il appelle le « modèle hayekien » en privilégiant une cible sensiblement différente, et élargie. « Suivant ce qu'on pourrait appeler le "modèle hayekien", ils [les libertariens] ont cherché à propager la bonne parole, pour convertir à la liberté les élites intellectuelles, en commençant par les grands philosophes, puis, en descendant lentement l'échelle intellectuelle au cours des décennies, en persuadant les journalistes et autres faiseurs d'opinion dans les médias¹³⁷. » Si Rothbard reconnaît l'importance de cette stratégie sur le long terme, il lui reproche de ne s'en prendre qu'aux erreurs des intellectuels socialistes, et de ne jamais en dénoncer les mauvaises intentions : « La véritable erreur n'est pas tant l'accent mis sur le long terme que l'ignorance de ce fait fondamental : le problème ne tient pas uniquement à une *erreur* de la part des intellectuels. Il tient aussi à ce que les intellectuels sont des profiteurs du système en place : ils sont à ce titre crucial des membres de la classe dominante. Le processus de conversion

¹³³ *Ibidem*, p. 271. L'expression anglaise « *professional secondhand dealers in ideas* » pourrait plus précisément, mais moins gracieusement, être traduite par « marchand professionnel d'idée de seconde main ».

¹³⁴ *Ibid.*, p. 272-273.

¹³⁵ *Ibid.*, p. 280.

¹³⁶ Murray ROTHBARD, *L'éthique de la liberté*, *op. cit.*, p. 349.

¹³⁷ Murray ROTHBARD, « Le populisme de droite », *Rothbard-Rockwell Report*, Janvier 1992, traduction française disponible sur [http://herve.dequengo.free.fr/Rothbard/Articles/RRR_1.htm].

hayekien présuppose que tout le monde, ou du moins tous les intellectuels, ne s'intéressent qu'à la vérité et que l'intérêt matériel des personnes n'entre jamais en jeu. Or, quiconque a quelque connaissance des intellectuels et des universitaires devrait perdre toute illusion là-dessus, et rapidement¹³⁸. » Il ne suffit donc pas, pour Rothbard, de diffuser les idées libertariennes auprès des élites intellectuelles ; il faut aussi, et de manière encore plus insistante, dénoncer la corruption de ses dernières auprès des masses. Rothbard ne s'en tient donc pas au principe hayekien de la conversion rationnelle des élites intellectuelles, mais vise aussi l'éducation populiste des masses. Ce glissement l'incline vers une attitude qu'il définit lui-même comme « une stratégie d'effronterie et de confrontation, dynamique et agitatrice, bref, une stratégie consistant à tirer les masses de leur somnolence en démasquant l'élite arrogante qui les gouverne, les contrôle, les taxe, et les spolie¹³⁹. » On ne saurait trouver meilleure définition du populisme. Et Rothbard ne s'en cache pas, qui prône ce qu'il appelle « un populisme de droite » : « La réalité du système actuel est qu'il est constitué d'une alliance malsaine entre la grande entreprise démocrate-sociale et des élites des médias qui, par le truchement d'un Etat obèse, privilégient et exaltent une sous-classe parasitaire, laquelle pille et opprime l'ensemble des classes moyennes et travailleuses de l'Amérique. Par conséquent, la bonne stratégie pour les libéraux et les paléoconservateurs est une stratégie de "populisme de droite", c'est-à-dire : exposer et dénoncer cette alliance maudite ¹⁴⁰. »

L'attitude populiste de Rothbard le conduit à défendre une stratégie abolitionniste diamétralement opposée au gradualisme préconisé par Hayek. Le fait de dénoncer sans relâche les mauvaises intentions des socialistes et des hommes au pouvoir accuse en effet le refus de confier à ses derniers le soin d'assurer la transition vers la société libertarienne qui les congédierait. L'idée hayekienne d'une transition par étapes suppose pour Rothbard une contribution amicale des hommes à la tête de l'Etat : « Une fois qu'on a compris que l'Etat est l'ennemi éternel du genre humain, on adopte une approche stratégique très différente : les libertariens doivent sauter sur toute occasion d'exiger et d'appeler de leurs vœux *n'importe quelle* réduction du pouvoir des hommes de l'Etat ou de leur domaine d'activités sur tous les fronts, puisque cela revient toujours à une réduction du crime et de l'agression ainsi que du parasitisme malfaisant qui caractérise la domination des hommes de l'Etat sur la société et leur confiscation du pouvoir social¹⁴¹. » Rothbard en conclut que tout recul devant l'exigence d'une réalisation immédiate d'une société libertarienne n'est autre qu'une trahison : « Cela signifie que le libertarien doit être "abolitionniste", qu'il doit viser l'objectif de la liberté dans les plus brefs délais¹⁴². » Dans la perspective rothbardienne, toute avancée partielle sur le chemin de la liberté est ainsi considérée comme une trahison de l'objectif ultime à atteindre. Le gradualisme, en ce qu'il suppose de confier la tâche du changement au pouvoir en place, est ainsi perçu comme un moyen coercitif contredisant la fin même visée par le libertarianisme. Ce faisant, l'économiste américain dénonce l'attitude de ces collègues consistant à appuyer, ou à participer à, l'élaboration de programmes gouvernementaux transitoires : « Le planificateur libertarien en herbe se trouverait finalement dans le rôle d'un adversaire, du moins apparent, d'un progrès plus rapide vers la liberté¹⁴³. » C'est à ce titre que Rothbard a toujours condamné l'attitude de Milton Friedman, coupable à ses yeux de trahir l'idéal d'une société libertarienne dans la défense de programmes transitoires. Bien qu'il parle

¹³⁸ *Idem.*

¹³⁹ Murray ROTHBARD, discours au John Randolph Club, le 18 janvier 1992, propos rapportés dans Raimondo J., *An Enemy of the State: The life of Murray N. Rothbard*, New York, Prometheus Books, 2000, p. 290.

¹⁴⁰ Murray ROTHBARD, « Le populisme de droite », *Rothbard-Rockwell Report*, Janvier 1992, traduction française disponible sur [http://herve.dequengo.free.fr/Rothbard/Articles/RRR_1.htm].

¹⁴¹ Murray ROTHBARD, *The Ethics of Liberty*, Atlantic Highlands, Humanities Press, 1982 ; trad. fr. F. Guillaumat et P. Lemieux, *L'éthique de la liberté*, Paris, Les Belles Lettres, « Laissez-faire », 1991, p. 346-347.

¹⁴² *Ibid.*, p. 341.

¹⁴³ *Ibid.*, p. 346.

au nom de la liberté, Friedman « cautionne dans la pratique de nombreuses exceptions dommageables, qui vicient presque entièrement le principe, notamment dans les champs des affaires policières et militaires, de l'éducation, des impôts, de la santé, des "effets de voisinages", des lois *antitrust*, de la monnaie et des banques¹⁴⁴ ».

2.3. L'IDEOLOGUE

Quant à l'idéologue, il serait au prophète ce que les clercs ont souvent été à l'avant-garde. Conformément à l'idéologie qu'il défend – laquelle dissimule et intègre – l'idéologue emploierait son intellect, qui lui permet de se détacher de la seule considération du réel contingent, au service du pouvoir en place. Il a ainsi en commun avec le prophète de généraliser son point de vue, mais il le fait comme l'expert dans le sens d'une préservation de l'ordre établi. Le rôle joué par les ordolibéraux, qui participèrent à la reconstruction de l'Allemagne d'après-guerre nous paraît répondre à cette fonction idéologique. Ils furent sans doute les seuls parmi les intellectuels néolibéraux à avoir construit une véritable tradition, dans laquelle certains vont jusqu'à voir reposer la construction européenne¹⁴⁵. C'est toutefois dans l'Allemagne de l'après-guerre que l'ordo-libéralisme exerça son influence la plus significative. Röpke a conseillé le chancelier allemand Konrad Adenauer jusqu'à la fin des années 1950, et plus particulièrement son ministre de l'économie Ludwig Erhard. Dans un discours prononcé le 10 octobre 1959, Ludwig Erhard résuma ainsi l'effet que lui procura la découverte des livres de Röpke pendant la Seconde Guerre Mondiale : « Je m'en suis imprégné comme le désert absorbe l'eau qui donne la vie¹⁴⁶. » Alfred Müller-Armack fut quant à lui secrétaire d'État aux questions européennes de 1958 à 1963.

Comme Hayek, Röpke appelle les libéraux à réinvestir le terrain intellectuel pour combattre le communisme, en abandonnant ce qu'il appelle l'économisme¹⁴⁷ dont la sécheresse du rationalisme serait impropre à terrasser l'ennemi. « Il n'est donc pas douteux que la décision du combat entre le communisme et le monde libre, interviendra non pas tant dans la compétition d'un niveau de vie matériel que dans le domaine spirituel et moral. Le succès du communisme est favorisé par une âme vide plutôt que par un estomac vide, et le monde libre ne gardera le dessus que s'il réussit à combler ce vide de l'âme à sa façon et avec ses valeurs, et non pas avec des rasoirs électriques. Aussi bien, ce qu'il a à opposer au communisme n'est pas le culte du standard de vie et de la productivité, ni une quelconque contre-hystérie, contre-idéologie et contre-mythologie. Il ferait par là un emprunt au communisme lui-même. Ce qui est beaucoup plus nécessaire, c'est une prise de conscience calme, mais orientant la vie de façon inébranlable vers les notions de vérité, liberté, équité, dignité humaine, respect de la vie et des fins dernières ; c'est aussi le désir de conserver et de consolider avec soin les fondements spirituels et religieux de toutes ces valeurs et de tous ces biens de la vie, et la nécessité d'encourager des formes d'existence conformes à la nature

¹⁴⁴ Murray ROTHBARD, *For a New Liberty, op. cit.*, p. 26

¹⁴⁵ Voir notamment Pierre DARDOT & Christian LAVAL, « Les origines ordolibérales de la construction européenne », in Pierre DARDOT & Christian LAVAL, *La Nouvelle raison du monde*, Paris, La Découverte, 2009, p. 328-352.

¹⁴⁶ Ludwig ERHARD, cité dans Alfred C. Mierzejewski, « Water in the desert? The influence of Wilhelm Röpke on Ludwig Erhard and the social market economy », in *Review of Austrian Economics*, Volume 19, Numéro 4, Décembre 2006, p. 275

¹⁴⁷ « Nous entendons cet *économisme* qui nous est déjà connu pour être une forme du rationalisme social, une manie incurable de faire des moyens un but et de ne penser qu'au pain, oubliant les autres choses dont parle l'Évangile », Wilhelm RÖPKE, *Jenseits von Angebot und Nachfrage*, Erlenbach-Zürich, Eugen Rentsch Verlag, traduction française *Au-delà de l'offre et de la demande*, Paris, Les Belles Lettres, 2009, p. 153

humaine et assurant le soutien et la protection de toutes ces notions¹⁴⁸. » Michel Foucault a bien souligné la fonction intégratrice de l'idéologie ordolibérale allemande : « L'adhésion à ce système libéral produit comme surproduit, outre la légitimation juridique, le consensus, le consensus permanent, et c'est la croissance économique, c'est la production de bien-être par cette croissance qui, symétriquement à la généalogie institution économique - Etat, produire un circuit institution économique - adhésion globale de la population à son régime et à son système¹⁴⁹. »

2.4. L'EXPERT

Enfin l'expert se situe aux antipodes du prophète, en ce qu'il se trouve toujours subordonné à la sauvegarde de l'ordre établi, et ne se préoccupe que de ce qui lui paraît immédiatement possible. Le rôle des Chicago boys au Chili, ou dans l'administration Reagan, répond clairement à cet usage expert du néolibéralisme. On pourrait ici mentionner également les cas de Jacques Rueff, qui a occupé des responsabilités dans la haute-fonction publique française et européenne¹⁵⁰. Le rôle des économistes qui ont gravité autour de la junte militaire au Chili exemplifie tout d'abord à maints égards cet usage expert du libéralisme. A travers le prisme d'une analyse des sciences de gouvernement, Olivier Ihl a par exemple bien mis en évidence le jeu de transaction entre l'expertise économique offerte par les *Chicago boys* et la bureaucratie dictatoriale de la junte chilienne. Il montre notamment comment les recommandations formulées par ce petit groupe d'experts constitué comment, ont pu faire l'objet d'un enrôlement des savoirs de la part du pouvoir en place. Sous couvert de scientificité, dans laquelle la doctrine néoclassique aime à se draper à coup de modélisations mathématiques intimidantes, les *Chicago boys* sont parvenus au Chili à proposer une véritable « ingénierie de gouvernement » « présenté comme un ensemble de connaissances objectives¹⁵¹ ». Il s'est ainsi agi de présenter le néolibéralisme comme une technique capable de résoudre des problèmes précis, ponctuels et circonstanciés. La conséquence d'un tel usage de la doctrine, qui doit être distingué d'un usage intellectuel idéologique, est que ces promoteurs consentent à n'en voir appliquer qu'une portion réduite, et partant à lui sacrifier une partie considérable. Un tel usage contribue plus précisément au retranchement de la pensée néolibérale sur son seul flanc économique. Il est ainsi tout à fait significatif que Milton Friedman, lorsqu'il fut interrogé sur son rôle au Chili, assumait explicitement un tel sacrifice qu'il justifia en des termes exprimant parfaitement l'usage expert qu'il entend faire de la doctrine : « Malgré mon désaccord profond (*profound disagreement*) avec le système politique autoritaire du Chili, je ne considère pas comme un mal pour un économiste de donner des avis techno-économiques (*technical economic advice*) au gouvernement chilien, pas plus que je ne considère comme un mal pour un médecin de donner des conseils techniques au gouvernement chilien pour aider à lutter contre une épidémie¹⁵². » A la lumière de notre distinction, on distingue ainsi le prophète libertarien employant davantage son intellect en refusant de ne répondre qu'aux questions que lui soumettrait le réel, de l'expert

¹⁴⁸ Wilhelm RÖPKE, *Jenseits von Angebot und Nachfrage*, Erlenbach-Zürich, Eugen Rentsch Verlag, traduction française *Au-delà de l'offre et de la demande*, Paris, Les Belles Lettres, 2009, p. 162

¹⁴⁹ Michel FOUCAULT, *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France (1978-1979)*, Paris, Gallimard Seuil, p. 86.

¹⁵⁰ Il fut notamment inspecteur des finances en 1923, Président du Conseil et ministre des Finances en 1926, sous-gouverneur de la Banque de France en 1939. Dans les années 1950, il a occupé plusieurs responsabilités à la Cour de justice de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et à la Cour de justice des Communautés européennes. Il fut présida enfin en 1958 le Comité d'experts chargé d'assainir les finances publiques qui conduisit au « plan Pinay-Rueff » mis en œuvre par le ministre des Finances Antoine Pinay.

¹⁵¹ Olivier IHL, « *Objectividad de estado*. Sur la science de gouvernement des *Chicago Boys* dans le Chili de Pinochet », in *Revue internationale de politique comparée*, Volume 19, Numéro 3, 2012, p. 70

¹⁵² Milton FRIEDMAN, cite dans Olivier IHL, « *Objectividad de estado* », art. cit., p. 83-84.

libéral faisant usage d'intelligence en offrant son savoir économique à la résolution pragmatique des problèmes que le pouvoir lui demande de résoudre pour sauvegarder l'ordre établi¹⁵³ ».

A la différence de Hayek et de l'ensemble des autres penseurs néolibéraux, Milton Friedman entend ne pas surestimer le poids des idées dans l'évolution des sociétés. Dans la préface de 1982 à *Capitalisme et liberté*, il écrit ainsi, brutalement, que « c'est par l'expérience vécue que fut induit le changement d'opinion, non par la théorie. » Puis, après avoir cité la guerre du Vietnam et les échecs des programmes de réforme de la gauche démocrate, il précise: « Ce sont ces phénomènes, et non l'argumentation persuasive d'ouvrages théoriques ou leurs grands principes, qui expliquent qu'on soit passé de l'accablante défaite de Barry Goldwater en 1964 à l'écrasante victoire de Ronald Reagan en 1980¹⁵⁴. » Le rôle de l'intellectuel qu'il entend dès lors remplir consiste ainsi moins à façonner un climat d'opinion favorable au néolibéralisme que de tenir à la disposition des pouvoirs publics des programmes alternatifs concrets de politiques immédiatement applicables. Plus loin dans le même texte, souvent cité, Friedman développe le sens de cette stratégie dont l'ambition est de « préserver la notion de choix jusqu'à ce que les circonstances rendent le changement nécessaire. [...] C'est là, je crois, notre rôle principal : développer des alternatives aux politiques existantes et les maintenir actuelles jusqu'à ce que le politiquement impossible devienne le politiquement inévitable¹⁵⁵. » C'est pourquoi Milton Friedman assumait volontiers une certaine proximité avec le Parti Républicain dont il influença fortement une partie du programme économique dans les années 1980 et 1990. A la différence du rôle joué par les ordo-libéraux en Allemagne, Milton Friedman consentit en outre à ne vendre sa doctrine qu'en pièces détachées, à travers des interventions ponctuelles, ciblées et finalisées par le pouvoir qui le mandate. L'exemple des bons scolaires¹⁵⁶ (*vouchers*) illustre bien cette disposition de Friedman au compromis avec l'administration, et permet de distinguer sa posture de celles des héritiers du paradigme rothbardien qui ont dénoncé l'opportunité d'un tel projet. Ainsi pour Lew Rockwell, les politiques visant l'instauration des bons scolaires « ne font que la moitié du chemin, et menacent de discréditer, en raison de leurs échecs, le mouvement d'une réforme plus globale. Elles ignorent cette réalité cruciale que la source de tous les échecs est avant tout l'implication de l'Etat dans l'éducation¹⁵⁷. » Dans un article réagissant aux multiples attaques du président du *Mises Institute*, Milton Friedman résuma

¹⁵³ Eric Hansen souligne que « les jugements plus objectifs, mécaniques, ceux que l'on peut grossièrement concevoir comme concernant l'"économie" [...] seraient plutôt marqués par l'ascendance de l'intelligence » (Eric HANSEN, cité dans Seymour Martin LIPSET & Asoke BASU, « Des types d'intellectuels et de leurs rôles politiques », in *Sociologie et Sociétés*, Volume 7, Numéro 1, 1975, p. 63). Cela signifie que, en se cantonnant au seul domaine de l'économie, le penseur libéral prend tendanciellement le rôle de l'expert à la solde du pouvoir en place, et qu'il ne remplit son rôle d'intellectuel libertarien qu'en généralisant son champ d'intervention intellectuelle.

¹⁵⁴ Milton FRIEDMAN, *Capitalism and freedom*, Chicago, The University of Chicago Press, 1962; trad. fr. A. M. Charno, *Capitalisme et liberté*, Paris, Robert Laffont, 1971, p. 32

¹⁵⁵ Milton FRIEDMAN, *Capitalism and freedom*, Chicago, The University of Chicago Press, 1962; trad. fr. A. M. Charno, *Capitalisme et liberté*, Paris, Robert Laffont, 1971, p. 33. Rose et Milton Friedman décrivaient ainsi le sens de leur travail : « Nous n'influons par le cours des événements en persuadant les gens que nous avons raison quand nous faisons des propositions qu'ils estiment radicales. Nous exerçons plutôt une influence en gardant des options disponibles qui pourront être utilisées lorsqu'à la suite d'une crise, quelque chose devra être fait. » Milton et Rose FRIEDMAN, *Two Lucky People: Memoirs*, Chicago, University of Chicago Press, 1998, p. 220.

¹⁵⁶ Le projet consiste à allouer à chaque famille un bon couvrant le coût de l'éducation de chaque enfant qu'elle pourrait scolariser dans l'établissement de son choix, qu'il soit public, privé ou confessionnel. Seul le financement de ces différentes prestations devra absolument être public. Il est possible, et même préférable pour Friedman, que des institutions privées prennent en charge la responsabilité de ses services.

¹⁵⁷ Llewellyn H. ROCKWELL, « Vouchers : Enemy of Religion », article posté sur le site Internet du *Mises Institute*, le 1^{er} septembre 1998, [<http://www.mises.org/story/106>]

parfaitement le sens de l'opposition entre les deux perspectives. « Lew Rockwell et moi avons le même objectif ultime : "un marché éducatif dans lequel les parents ont la responsabilité de payer l'éducation de leurs enfants." [...] Dans notre monde idéal libertarien, le gouvernement n'aurait aucun rôle à jouer en ce qui concerne l'éducation [...] Ce sur quoi nous sommes en désaccord – et en désaccord très fort – est la manière de nous rendre d'où nous sommes vers où nous aimerions être¹⁵⁸. » Notons ici que Milton Friedman confesse à nouveau son adhésion au libertarianisme le plus radical, et rappelle que ce qui paraît l'en éloigner n'est qu'un pragmatisme stratégique l'inclinant à adhérer à toute proposition qui approcherait, fût-ce timidement, son idéal libertarien.

3. L'APPLICATION DES IDEES. UN EXEMPLE DE POLITIQUE LIBERALE QUI NE DIT PAS SON NOM

Le troisième axe de cette recherche s'intéresse, en aval, aux applications concrètes des idées libérales contemporaines. Ces réalisations du néolibéralisme peuvent être appréhendées selon deux perspectives. La première, qui s'inscrit dans une approche cognitive de l'action publique (dans le sillage des travaux de Pierre Muller, Paul Sabatier et Peter Hall), prend les idées libérales comme variables indépendantes et cherche à en montrer l'influence dans l'adoption des politiques publiques. La seconde, qui croise la sociologie de Christopher Hood, Patrick Le Gallès et Pierre Lascoumes sur les instruments et la démarche interprétative de Dvora Yanow, Mark Bévir et Roderick Rhodes, appréhende les idées libérales comme variables dépendantes et s'attache à dévoiler, à partir de l'examen d'instruments empiriquement observables, la vision du monde que ces derniers véhiculent et produisent. Nous donnons ici un exemple d'application d'une telle approche, qui présente selon nous l'avantage d'être plus attentive que la première au sens des idées néolibérales. L'étude de cas que nous souhaitons ici présenter, à savoir l'exemple des politiques environnementales de lutte contre la pollution présente l'avantage de bien traduire la manière dont opère et s'applique aujourd'hui un libéralisme qui ne dit plus son nom, et surtout le mérite de souligner tout l'intérêt de faire une sociologie du libéralisme plutôt qu'une sociologie des libéraux. Nous verrons en effet qu'il s'agit d'une politique libérale conduite par des acteurs qui ne sont pas eux-mêmes libéraux, ou qui sont des libéraux qui s'ignorent. Si bien qu'une sociologie du néolibéralisme qui se réduirait à une sociologie des acteurs supposés ne saurait en rendre compte. Les idées libérales, si elles ne circulent pas dans le vide, peuvent aujourd'hui transiter clandestinement par le biais d'acteurs qui ne se pensent pas comme libéraux et qui n'ont pas *l'intention* de l'être. Notons qu'affleure ici une limite importante, notamment soulignée par Keith Graham¹⁵⁹, de la méthode définie par Quentin Skinner qui commet, à l'endroit de la pensée d'Austin, l'infidélité d'oublier que des actes illocutoires peuvent aussi s'accomplir de manière non intentionnelle¹⁶⁰. De même que, comme l'écrit Keith Graham, le texte de Locke peut être compris comme contenant la force illocutoire de

¹⁵⁸ Milton FRIEDMAN, « Freedom and School Vouchers », in *Chronicles*, décembre 1998, article mise en ligne, [<http://www.mises.org/story/92>]

¹⁵⁹ Keith GRAHAM, « How do illocutionary descriptions explain ? », in James TULLY, *Meaning and context: Quentin Skinner and his critics*, Princeton, Princeton University Press, 1988, p. 153.

¹⁶⁰ C'est d'ailleurs pourquoi John Searle préfère parler d'intentionnalité plutôt que d'intention, en prenant en outre soin de mal orthographier le terme (avec un seul « n ») pour éviter toute confusion. « L'Intentionnalité est la propriété en vertu de laquelle toutes sortes d'états et d'événements mentaux renvoient à ou concernent ou portent sur des objets et des états de choses du monde. », John R. SEARLE, *L'intentionnalité*, Paris, Minuit, 1985, p. 15. L'intentionnalité ainsi définie est irréductible au fait d'avoir l'intention de, qui n'est, en fin de compte, qu'un type particulier d'intentionnalité parmi tant d'autres comme le désir, la croyance, la représentation, etc.

justifier le libéralisme « que Locke en est eu ou non l'intention », de même les instruments que nous étudierons peuvent construire une vision néolibérale sans que leurs promoteurs partagent cette doctrine.

Notre analyse s'inscrit en partie dans le sillage de la sociologie des instruments poursuivie par Christopher Hood¹⁶¹, Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès¹⁶² dans la mesure où les dispositifs de lutte contre la pollution ne seront pas considérés dans une perspective fonctionnaliste comme de simples choix techniques. Comme l'écrivent Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès, « les instruments d'action publique ne sont pas axiologiquement neutres, et indifféremment disponibles¹⁶³ ». Cette perspective implique de prendre en compte non seulement « la carrière de ces instruments » permettant d'expliquer le choix de tel ou tel outil à travers notamment l'examen de sa promotion par tel ou tel groupe d'acteurs, mais aussi les effets de ces instruments, c'est-à-dire la vision du monde qu'ils tendent à véhiculer et/ou façonner : « Il s'agit non seulement de comprendre les raisons qui poussent à retenir tel instrument plutôt que tel autre, mais d'envisager également les effets produits par ces choix¹⁶⁴ ». Ces deux points nous paraissent effectivement importants. Le premier s'inscrit très clairement dans le cadre d'une approche cognitive des politiques publiques¹⁶⁵. Nous aimerions toutefois ici privilégier le second, et ce indépendamment du premier. En effet, l'un des écueils, selon nous, de ces sociologies des instruments est qu'elles ne se donnent pas tous les moyens de bien mesurer tous les effets des instruments car elles ont tendance à négliger la possibilité d'un découplage entre les causes et les effets de l'adoption des instruments. Elles en viennent à considérer que les raisons ou les motivations qui poussent à choisir tel ou tel instrument permettent de comprendre quels en seront les effets. Il devient alors inutile de se substituer aux discours des acteurs pour saisir le sens de tel ou tel instrument. Il suffit par exemple de percer le néolibéralisme coupable de tel ou tel promoteur pour comprendre que l'instrument qu'il applique est de nature néolibérale. Bref, un détour par la philosophie ou par l'éthique se révèle ici superflu. Or, le constat que l'on peut faire concernant le cas qui nous intéresse est que ce qu'on appelle l'instrument coasien, qui est aujourd'hui l'instrument de plus en plus privilégié, doit moins son succès à une adhésion généralisée et assumée à l'éthique qu'il véhicule, qu'au pragmatisme de ses promoteurs. Il n'est nullement le fruit d'une volonté, mais le simple résultat d'un compromis. Cet instrument est souvent le seul à même de satisfaire les velléités écologiques des pouvoirs publics sans heurter outrageusement les intérêts des lobbys industriels. Aux Etats-Unis, Bruce Ackerman et William Hassler ont montré que l'outil *cap and trade* intégré dans le programme *Acid Rain* limitant les émissions de dioxyde de soufre, avait été adopté comme le seul compromis acceptable face à la pression des lobbys. L'exemple de l'Europe est sur ce point encore plus éloquent. La Commission européenne se convertit à l'instrument après avoir pourtant cherché à imposer une taxe carbone proposée en 1992, et en 1997 lors des accords de Kyoto¹⁶⁶. Face aux résistances coalisées des industriels et des États membres, qui craignaient une atteinte à leur souveraineté et une réduction de leur autonomie fiscale, la Commission renonce à l'idée d'une taxe carbone en décembre 1997. pour mettre en place et et des lobbys. En juin 1998, elle conclue un accord instituant une répartition interne des efforts de réduction. Autrement dit, les

¹⁶¹ Christopher HOOD, *The Tools of Government*, Chatam, Chatam House, 1986

¹⁶² Pierre LASCOUMES et Patrick LE GALES (dir.) *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004

¹⁶³ *Ibidem*, p. 13

¹⁶⁴ *Ibid.*, p. 12

¹⁶⁵ Nous avons ainsi par exemple montré comment les libertariens aux Etats-Unis, par le biais notamment de *think tanks* spécialisés, étaient parvenus à orienter l'agenda environnemental de la première administration Bush.

¹⁶⁶ Dans les négociations de Kyoto en décembre 1997, l'UE a échoué à imposer ses positions sur tous les plans. Elle voulait une réduction de 15%, et elle était opposée au mécanisme d'échange de quotas. Résultat: Kyoto impose ce mécanisme et ne propose une réduction que de 5%.

membres de l'UE acceptaient par cet accord de conclure un accord de « bulle » permettant aux Etats-membres de satisfaire conjointement à leurs obligations. Ces objectifs ont été ensuite rendus juridiquement contraignants, avec l'adoption, en octobre 2003 (directive 2003/87), d'une directive instaurant un SCEQE (Système communautaire d'échange de quotas d'émission). Les 15 États qui étaient, en 1997, membres de l'Union européenne se sont collectivement engagés sur un objectif de -8 %, qui a ensuite été réparti pays par pays dans le cadre d'un « accord interne de répartition des efforts ».

Nous faisons donc l'hypothèse d'un découplage entre les motifs présidant à l'adoption de l'instrument coasien et le sens qu'il véhicule. L'hypothèse de ce découplage nous incite à opter pour une approche plus interprétative que cognitive des instruments de l'action publique et donc à dégager le sens implicite d'instruments existants, indépendamment des raisons ayant présidé leur adoption. Cette perspective d'interprétation de l'action publique empruntera ainsi à la méthode interprétative¹⁶⁷ développée par Dvora Yanow¹⁶⁸, Franck Fisher¹⁶⁹, Mark Bévir et Roderick Rhodes¹⁷⁰. Cette approche se distingue des analyses dites cognitives de l'action publique au sens où, pour retrouver l'intelligibilité des politiques publiques, elle ne se contente pas de sonder les acteurs, auxquels Pierre Muller rappelle qu'il ne faut jamais se substituer¹⁷¹, mais s'emploie à en retrouver le sens implicite. Cette orientation vise ainsi à identifier, derrière les apparentes nécessités économiques, l'éthique néolibérale sous-jacente à certains instruments de l'action publique.

La première tâche de cette enquête consiste ainsi à rendre visible la position néolibérale dans le débat contemporain sur l'environnement. Pour ce faire, nous proposons, en guise de bain révélateur, une typologie des philosophies environnementales en combinant deux critères: la valeur, extrinsèque ou intrinsèque, accordée aux ressources naturelles¹⁷² et ce à

¹⁶⁷ Voir Yannick RUMPALA, « La quête du sens. Repenser la question de l'interprétation dans l'analyse des politiques publiques », in *Articulo - Journal of Urban Research*, 4, 2008

¹⁶⁸ Dvora YANOW, « The Communication of Policy Meanings: Implementation as Interpretation and Text », *Policy Sciences*, Volume 26, Numéro 1, 1993, p. 41-61; Dvora YANOW, *How does a policy mean? Interpreting policy and organizational actions*, Washington, Georgetown University Press, 1996; Dvora YANOW, *Conducting Interpretive Policy Analysis*, Thousand Oaks, Sage, 2000; Dvora YANOW, « Interpretive Empirical Political Science: What Makes This Not a Subfield of Qualitative Methods », in *Qualitative Methods Section (APSA) Newsletter*, 2nd Issue, 2003

¹⁶⁹ Frank Fischer, « Beyond Empiricism: Policy Inquiry in Postpositivist Perspective », in *Policy Studies Journal*, Volume 26, Numéro 1, 1998, p. 129-146; Frank Fischer, *Reframing Public Policy. Discursive Politics and Deliberative Practices*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

¹⁷⁰ Mark BEVIR et Roderick RHODES, « Les récits du régime politique britannique », *Revue française de science politique*, Volume 49, Numéro 3, 1999, p. 355-377 ; Mark BEVIR et Roderick RHODES, « Interpretive Theory », in David MARSH, Gerry STOKER (ed.), *Theory and Methods in Political Science*, London, Palgrave Macmillan, 2002, p. 131 -152 ; Mark BEVIR et Roderick RHODES, *Interpreting British governance*, London, Routledge, 2003, Mark BEVIR et Roderick RHODES, « Defending Interpretation », *European Political Science*, Volume 5, Numéro 1, 2006, p. 69-83 ; Mark BEVIR, *Democratic Governance*, Princeton, Princeton University Press, 2010.

¹⁷¹ Pierre Muller et Yves Surel considèrent en effet que « le chercheur devra prendre garde à ne pas se substituer aux acteurs de la politique dans la détermination du sens de la politique », Pierre Muller, Yves Surel, *L'analyse des politiques publiques*, Paris, Montchrestien, 1998, p. 24

¹⁷² Ce premier critère, couramment employé, apparaît dès la fin du 19^e siècle dans le célèbre débat opposant Gifford Pichot et John Muir (Voir Michael B. SMITH, "The Value of a Tree: Public Debates of John Muir and Gifford Pinchot" in *Historian*, Volume 60, Numéro 4, p. 757-778) et à l'origine de la distinction, bien connue outre-atlantique, entre conservation et préservation. Alors que le premier en appelle à une exploitation raisonnable (*wise use*) des forêts – avec notamment la constitution de réserves pour assurer l'avenir des ressources, le second répliqua que cet usage de la nature (aussi raisonnable fût-il) revenait à transformer une cathédrale gothique en entrepôt de marchandises et que par conséquent, la nature devait être préservée pour sa valeur propre et défendue contre toute intrusion, indépendamment des avantages ou des inconvénients qu'elle était susceptibles d'apporter à l'homme.

quoi elle doit être rapportée – l'individu ou la communauté¹⁷³. En croisant les deux critères, on obtient quatre positions possibles dans le débat en éthique environnementale.

	HOLISTE	INDIVIDUALISTE
VALEUR INTRINSEQUE	Écocentrisme	Biocentrisme
VALEUR EXTRINSEQUE	Anthropocentrisme	Egocentrisme

On aurait tout d'abord – la distinction est couramment faite – deux types d'éthique qui reconnaissent à la nature une valeur intrinsèque, c'est-à-dire non relative à l'homme¹⁷⁴ : l'une holiste, l'écocentrisme¹⁷⁵, qui accorde une valeur à l'écosystème dans son ensemble; l'autre individualiste, le biocentrisme¹⁷⁶, qui confère une valeur égale à toutes les entités vivantes. On aurait, de la même manière – et là la distinction est rarement faite -- deux types de doctrine qui estiment que la nature n'a aucune valeur en soi, et ne lui accordent qu'une valeur extrinsèque, instrumentale, relative à l'homme, mesure de toute chose. L'une, en un sens holiste, que l'on peut qualifier d'anthropocentrique considère que la nature a une valeur pour l'homme entendu au sens générique, autrement dit à la communauté humaine dans son ensemble, par-delà les frontières et les générations. On postule ici que les hommes, en ne respectant pas la nature, peuvent se nuire les uns aux autres, et à eux-mêmes, et il faut en conséquence les inciter à protéger leur environnement, autrement dit à les protéger d'eux-mêmes, notamment contre les détériorations qu'ils sont parfois conduits à porter contre la nature et qui menacent de se retourner contre eux. Ici, la valeur des entités naturelles n'est pas intrinsèque. Elle est relative aux hommes, et plus précisément à la société qu'ils constituent. Bref, la valeur de la nature est sociale. L'autre, plus individualiste, que l'on peut appeler égocentrique, soutient que les objets naturels ne peuvent avoir de valeur que pour leur propriétaire, autrement dit l'individu qui en fait usage, et non à la société dans son ensemble. L'individu sait, mieux que quiconque, où se situe son intérêt et, à ce titre, ne saurait être forcé

¹⁷³ Cette distinction s'inspire de celle envisagée par Bryan Norton entre deux types d'anthropocentrisme. Un anthropocentrisme fort, qui rapporte toute valeur à la satisfaction de préférences senties (comme le font les économistes qui s'abstiennent de tout jugement de valeurs). Un anthropocentrisme faible, qui rapporte toute valeur à la satisfaction des idéaux, c'est-à-dire à l'influence qu'exerce une préférence sentie sur les idéaux qui structurent notre vision du monde et sur laquelle repose les préférences réfléchies. Voir Bryan G. NORTON, « Environmental Ethics and Nonhuman Rights », *Environmental Ethics*, vol. 6, n°2, 1984, p. 131-148, trad. fr. « L'éthique environnementale et l'anthropocentrisme faible », in H.-S. Afeissa, *Éthique de l'environnement*, Paris, Vrin, 2007.

¹⁷⁴ On parle alors couramment des écologies profondes – Deep Ecology – qui englobent toutes les éthiques qui, dénonçant le chauvinisme humain dans les éthiques traditionnelle, entendent faire de la nature elle-même un sujet de droit.

¹⁷⁵ L'écocentrisme, défendu notamment par Aldo Leopold, Arne Naess, Richard Routley et Baird Callicot, envisage l'environnement naturel comme un tout vis-à-vis duquel nous avons des devoirs. La valeur intrinsèque reconnue à la nature ne réside donc pas dans les êtres vivants considérés individuellement, mais dans les ensembles complexes qui les environnent, autrement dit dans les écosystèmes. Comme le posent Aldo Leopold avec sa fameuse « land ethic » (Aldo LEOPOLD, *Almanach d'un Comté des sables*) et J. B. Callicott (J.B. CALLICOTT, *In Defense of the Land Ethic : Essays in Environmental Philosophy*, Albany, SUNY Press, 1989, et *Beyond the Land Ethic : More Essays in Environmental Philosophy*, Albany, SUNY Press, 1999), il nous faut penser non en termes d'individus animaux, mais en termes d'écosystèmes.

¹⁷⁶ Le biocentrisme, défendu par Paul Taylor, Peter Singer et Tom Regan, considère toute entité vivante comme un « centre téléologique de vie » (voir Paul TAYLOR, « The Ethics of Respect for Nature », *Environmental Ethics*, 3, 1981, p. 197-218), qui déploie, pour se maintenir dans l'existence et pour se reproduire, des stratégies complexes. A ce titre, elle possède un droit à la vie et est le siège d'une valeur intrinsèque.

de se plier à des contraintes, à des valorisations, imposées de l'extérieur. La valeur d'une entité naturelle est celle que lui confère son propriétaire¹⁷⁷.

Cette typologie présente un double intérêt. Elle a d'une part l'avantage de réintroduire dans le débat contemporain sur l'environnement l'éthique égocentrique qu'on ne saurait confondre avec des plaidoyers néolibéraux anti-environnementaux qui ont longtemps estimé que le libre marché pouvait bien détruire l'environnement, pourvu qu'il respectât l'individu et les dogmes du laissez-faire. Elle permet également de mieux comprendre le sens des instruments de lutte contre la pollution. A partir de notre typologie des différentes positions dans le débat en philosophie environnementale, nous proposons en effet de mettre ces éthiques en relation avec trois types d'instrument de lutte contre la pollution. Les éthiques écocentrique et biocentrique ne peuvent justifier que le recours à des instruments rigides dits réglementaires, autrement appelés *Command and Control*, consistant à fixer des normes d'émission et à prévoir des sanctions en cas d'infractions. Le réglementateur (par exemple agence de l'eau en France ou l'EPA aux US) fixe un niveau au-delà duquel la pollution est interdite et prévoit des pénalités, ou des sanctions, dissuadant toute infraction. Il existe d'autres instruments moins rigides, dits économiques ou incitatifs, qui visent à internaliser les externalités négatives, autrement dit à faire en sorte que les acteurs économiques supportent le coût des nuisances environnementales qu'ils sont conduits à causer aux autres, et que les productions qui ne valent pas les dommages qu'elles entraînent soient découragées, voire abolies. On retrouve ici le principe du pollueur-payeur sous-tendu par l'idée que la nature a une valeur extrinsèque. Ces instruments peuvent être de deux sortes:

- L'instrument dit pigouvien correspond à une taxe écologique. Conformément à la théorie du bien-être de Pigou, une autorité centralisée évalue ici le coût marginal social (coûts de production et coûts environnementaux) et fixe une taxe sur les émissions compensant les défaillances du marché. On parle alors d'une régulation par les prix. Les prix de marché antérieurs étant considérés comme incorrects, la taxe vient rétablir leur vérité. Cet instrument sous-entend ainsi que la nature n'a aucune valeur intrinsèque. Chacun est libre de polluer tant qu'il le souhaite s'il est disposé à en payer le prix. La pollution n'est pas envisagée comme une atteinte à la nature, mais comme une atteinte aux autres. La valeur attribuée aux ressources naturelles est alors relative aux hommes dans leur ensemble, autrement dit à la société qu'ils constituent. L'éthique sous-jacente est anthropocentrique. La nature fait l'objet d'une évaluation sociale. Les ressources naturelles appartenant à tous, elles ne peuvent faire l'objet que d'une valorisation sociale. Et la taxe correspond précisément à cette valeur sociale. On parle de valeur tutélaire qui est fixée par une autorité centralisée.

- L'instrument coasien, autrement appelé *Cap and Trade*, consiste en un système d'échange de quotas d'émissions. On considère que l'externalité n'est pas une défaillance du marché, mais un défaut de droit, qu'elle est due à l'absence de droits de propriété clairement définis. Dans un tel système, le rôle du gouvernement consiste simplement à fixer une limite – ou un *cap* – dans la quantité de pollution autorisée. Chaque entreprise dispose ainsi d'un droit à émettre des polluants jusqu'au plafond fixé par l'autorité centrale. Les entreprises qui veulent dépasser ce plafond doivent acheter des droits d'émissions aux entreprises qui ne l'atteignent pas. Ce transfert de droits s'apparente à un commerce (*trade*). Dans un tel système, les entreprises ne peuvent pas polluer

¹⁷⁷ Cette théorie s'appuie en général sur la théorie de ce qu'on appelle la « tragédie de l'accès libre » développé par Garrett Hardin en 1968. Déjà chez Aristote: « On prend fort peu de soin de ce qui est commun à un très grand nombre ». Cette théorie enseigne que le libre accès à une ressource ayant une valeur marchande mène inévitablement à sa dilapidation. L'illustration classique est celle d'un pâturage pouvant être utilisé par tous les bergers d'une région. Chacun d'entre eux ayant intérêt à augmenter la taille de son troupeau, il y aura toujours une surexploitation du pâturage menant à sa destruction.

démesurément sans bourse délier, et réintègrent dans leur calcul économique le coût des nuisances écologiques qu'elles causent. On parle alors d'une régulation par les quantités d'émission, qui a l'avantage sur l'instrument pigouvien de garantir un seuil d'émission qui ne sera pas dépassé, étant donné le caractère prohibitif des sanctions en cas de dépassement du cap. Elle a en outre l'avantage d'être peu contraignante pour l'économie, la réduction des émissions se faisant là où les coûts de dépollution sont les moins importants. Imaginé pour la première fois par Thomas Croker¹⁷⁸, puis John Dales¹⁷⁹, cet instrument a progressivement gagné la faveur des experts et des économistes. Les premiers marchés de quotas environnementaux ont été instaurés au cours des années 1990 aux Etats-Unis pour lutter contre les pluies acides dues aux émissions de SO₂. Ils ont par la suite été appliqués aux émissions de gaz à effet de serre dans le cadre du protocole de Kyoto, puis à différents niveaux régionaux et multinationaux, le système le plus développé à ce jour étant le marché européen d'échange de quotas de CO₂.

Même s'il ne s'appuie pas toujours sur elle¹⁸⁰, cet instrument véhicule une éthique égocentrique, qui accorde aux ressources naturelles une valeur relative à l'individu, c'est-à-dire à leur propriétaire, et non à la société dans son ensemble. Se trouve reconnu un droit d'usage sur les choses polluées et la valeur de la nature est révélée par le libre échange entre ses propriétaires. On parle alors d'une valeur de marché. L'image d'une bulle pour décrire ce mécanisme est souvent employée, qui trahit une vision libérale du rapport de l'homme à son environnement. On suppose en effet l'existence d'une bulle atmosphérique imaginaire au-dessus d'une zone géographique (la propriété d'un individu, ou d'une entreprise), bulle dans laquelle est défini un montant global maximum d'émissions nocives. S'il pollue au-delà de cette bulle, on considère que l'individu viole la propriété de quelqu'un d'autres, et qu'il doit donc acheter un nouveau droit à celui qui n'a pas pollué toute sa bulle. Outre l'intérêt économique d'un tel instrument, il offre aussi l'avantage de résoudre à sa manière le problème lié au pluralisme moral. Le *Command and Control*, de même que l'instrument pigouvien, présentent l'inconvénient d'imposer à chacun la même valeur des objets naturels, et peut dès lors privilégier une vision du monde au détriment des autres¹⁸¹. Pour prendre un exemple très simple, une loi criminalisant le meurtre de moustique ou même plus généralement l'abattage de tout animal avantagerait par exemple le jaïnisme au détriment de l'Islam. Avec le cap and trade, on s'en remet au marché pour arbitrer de manière neutre les préférences individuelles. Chacun est laissé libre d'accorder à la nature la valeur qu'il souhaite. Cette valeur n'est pas imposée à tous. Ce qui ne laisse pas complètement démunies les associations de protection de la nature. Par exemple, il en existe aux Etats-Unis qui achètent régulièrement aux entreprises des permis de polluer pour les neutraliser. Dans le cadre d'un *cap and trade* généralisé, les jainistes pourront s'approprier autant de moustiques qu'ils le peuvent, tandis que les musulmans s'achèteront les moutons pour l'*Aïd el-Kebir*. L'idée est simple: on ne peut protéger que la nature que l'on possède. Pour protéger la nature, il faut se l'approprier.

¹⁷⁸ Thomas D. CROCKER, « The Structuring of Atmospheric Pollution Control Systems », in H. WOLOZIN, (ed.), *The Economics of Air Pollution* New York, Norton. 1966, p. 61-86

¹⁷⁹ John H. DALES, *Pollution, Property and Prices*, Toronto, University of Toronto Press, 1968

¹⁸⁰ Certains le soutiennent par exemple pour des raisons d'opportunisme. C'est le cas aujourd'hui de certains conservateurs américains, qui y voient un moyen déguisé de protectionnisme. C'est ce qu'on appelle de *l'écodumping*, qui consiste pour un territoire à établir moins de règles environnementales que celles qui s'appliquent ailleurs, pour favoriser les entreprises locales par rapport à leurs concurrentes étrangères. Cet exemple met en évidence les vertus d'une analyse interprétative de l'action publique. Les analyses cognitives, en ne s'appuyant que sur les discours des acteurs, seraient conduites à ne reconnaître dans ces politiques qu'un sens nationaliste, là où une approche interprétative permet de reconnaître un rapport égocentrique entre l'homme et son environnement.

¹⁸¹